



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 7 JUILLET 1945

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

- 1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.
- 2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.
- 3° Spécifier le nombre d'insertions.
- 4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.
- 5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.
- 6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 7th, 1945

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.
2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.
3. Specify the number of insertions.
4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.
5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.
6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of

semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
8152 — 1-52

the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
8152 — 1-52

Lettres patentes

Compagnie Canadienne de Marbre et
Terrazzo Limitée"
"Canadian Terrazzo and Marble Company
Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour de mars 1945, constituant en corporation: Théodore Lespérance, Jean Archambault, Dollard Dansereau, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Produire, manufacturer, fabriquer, importer, acheter, vendre et/ou autrement faire le commerce de toutes sortes de pierre, marbre, granit brique, terracotta, terre cuite, tuile, ardoise, drains, tuyaux d'égoût, ciment, chaux, marbre artificiel, argile calcinée, mortier, charpente métallique et/ou tous produits, parties de charpente ou matériaux qui sont susceptibles d'être utilisés dans toutes sortes de constructions, sous le nom de "Compagnie Canadienne de Marbre et Terrazzo Limitée" — "Canadian Terrazzo and Marble Company Limited", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Letters Patent

"Compagnie Canadienne de Marbre et
Terrazzo Limitée"
"Canadian Terrazzo and Marble Company
Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1945, incorporating: Théodore Lespérance, Jean Archambault, Dollard Dansereau, advocates, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To produce, manufacture, make, import, purchase, sell and/or otherwise deal in all kinds of stone, marble, granits, brick, terracotta, baked earth, tiles, slate, drains, sewer pipes, cement, lime, artificial marble, calcined clay, mortar, structural steel and/or any other products, structural parts or materials capable of being used in any kind of constructions, under the name of "Compagnie Canadienne de Marbre et Terrazzo Limitée" — "Canadian Terrazzo and Marble Company Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le septième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,
9821-o L. DESILETS.

✓✓ "Courville & Desparois Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour de mars 1945, constituant en corporation: Adrien Courville, Henri Desparois, André Larin, tous trois dessinateurs en fourrure, Antonio Gaudet, coupeur en fourrure, Anita Malo, Cécile Desparois, Simone Renaud, finisseuses en fourrure, tous sept des cité et district de Montréal, et Mme Jeanne Charbonneau Dupuis, finisseuse en fourrure, épouse contractuellement séparée de biens de Georges Dupuis et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de St-Eustache, comté des Deux-Montagnes, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les métiers et commerces d'exportateurs et d'importateurs, de consignataires et de consignateurs, d'encanteurs et de courtiers, de facteurs et de marchands à commission, d'entreposeurs et de manufacturiers, de marchands de gros et de détail, de teinturiers et de nettoyeurs dans la fourrure;

Acheter, vendre et faire le commerce de fourrures, de peaux vertes, de repassage de fourrures, de réparation, de toutes sortes de fourrures, naturelles ou manufacturées et en faire le commerce en gros ou en détail, comme agent manufacturier ou à commission et exploiter le commerce d'accessoires à celui de la fourrure, étoffes, bourrures, manchons, fermetures-éclair, en un mot, tous les accessoires étant dans la confection et le manufacturage de la fourrure, sous le nom de "Courville & Desparois Ltée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le neuvième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,
9822-o L. DESILETS.

✓✓ "Doucet & Doucet, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de mars 1945, constituant en corporation: Auguste Doucet, plombier, Jean Doucet, ingénieur civil, et Mabel Poisson, ménagère, épouse séparée de biens d'Auguste Doucet, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de la construction des bâtiments de toute sorte et de toute description, soit pour le compte d'autrui, soit pour son propre compte;

Exercer le commerce et le métier de plombier, de ferblantier, d'électricien, de couvreur, de poseur d'appareils de chauffage ou de machine de buanderie, de cuisine à vapeur, d'appareils de ventilation;

Faire le commerce de gros et de détail, de matériaux de construction, d'articles de plomberie, de ferblanterie, d'électricité et de machinerie, sous le nom de "Doucet & Doucet, Limitée", avec un capital total de \$27,000.00,

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1945.

L. DESILETS,
9821 Deputy Attorney General.

✓✓ "Courville & Desparois Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1945, incorporating: Adrien Courville, Henri Desparois, André Larin, all three fur designers, Antonio Gaudet, fur-cutter, Anita Malo, Cécile Desparois, Simone Renaud, fur-finishers, all seven of the city and district of Montréal, and Mme Jeanne Charbonneau Dupuis, fur-finisher, wife separate as to property by marriage contract of Georges Dupuis, and by him duly authorized for the purposes hereof, of St-Eustache, county of Two-Mountains, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of exporters and importers, consignees and consignors, auctioneers and brokers, factors and commission merchants, warehousemen and manufacturers of, wholesale and retail dealers in, dyers and cleaners of fur;

To purchase, sell and deal in fur, raw-hides, iron and repair furs of every kind, natural or manufactured, and deal therein wholesale and retail, as manufacturers' agent or on commission, and carry on the business incidental to the fur business, materials, stuffings, muffs, zippers, in a word all accessories for the making-up and manufacturing of furs, under the name of "Courville & Desparois Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1945.

L. DESILETS,
9822 Deputy Attorney General.

✓✓ "Doucet & Doucet, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1945, incorporating: Auguste Doucet, plumber, Jean Doucet, civil engineer, and Mabel Poisson, housekeeper, wife separate as to property of Auguste Doucet, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of the construction of buildings of every kind and description, either for others or on its own account;

To carry on the business and trade of plumber, tinsmith, electrician, roofer and fitter of heating apparatus or laundry machines, steam kitchens and ventilation devices;

To deal, wholesale and retail in building requisites, plumbers' supplies, tinware, electricity and machinery supplies, under the name of "Doucet & Doucet, Limitée", with a total capital stock of \$27,000, divided into 250 preferred

divisé en 250 actions privilégiées de \$100.00 chacune, et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10.00 chacune

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorzième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,
9823-0 L. DESILETS.

“J. C. Belley Limitée”

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour de mars 1945, constituant en corporation: G.-Raoul Moquin, publiciste, Lucien Moquin, employé civil, et dame Yvonne Mailhot, épouse contractuellement séparée de biens de G.-Raoul Moquin et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre la fabrication et le commerce des sucreries et confiseries de tous genres, en particulier des bonbons, chocolats, biscuits, comprenant les spécialités qui peuvent se rattacher à l'un ou à l'autre de ces articles de fabrication, tels que cornets à crème glacée, et tous les autres articles de consommation qui, bien que n'étant pas connus sous la désignation de bonbons, chocolats ou biscuits, peuvent être fabriqués par un procédé semblable ou par le même personnel, le tout sujet aux limites imposées par la loi, sous le nom de “J. C. Belley Limitée”, avec un capital total de \$99,000.00, divisé en 990 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le troisième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,
9824-0 L. DESILETS.

“La Cie A. Lagacé Ltée”

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de mars 1945, constituant en corporation: Gérard-G. Bastien, tanneur, de Loretteville, Armand Lagacé, entrepreneur-général, René-B. Robert, agent vendeur, tous deux de Beauport, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre dans la Province de Québec ou faire à commission ou à pourcentage des chemins publics et privés;

Entreprendre dans la Province de Québec ou faire à commission ou à pourcentage des ponts;

Entreprendre dans la Province de Québec ou s'occuper à commission ou à pourcentage de faire des installations de drainage;

Acquérir, vendre ou aliéner des carrières de pierre;

Acquérir, vendre ou aliéner des parties de terrain contenant du gravier;

Acquérir, vendre ou aliéner des parties de terrain contenant du sable: sous le nom de “La Cie A. Lagacé Ltée”, avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 499 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

shares of \$100 each and 200 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1945.

L. DESILETS,
9823 Deputy Attorney General.

“J.-C. Belley Limitée”

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1945, incorporating; G.-Raoul Moquin, publicist, Lucien Moquin, civil employee, and Dame Yvonne Mailhot, wife separate as to property by marriage contract of G.-Raoul Moquin, and by him duly authorized for the purposes hereof, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To undertake the manufacture and business of sweets and confectionery of every kind, in particular, candies, chocolates, biscuits, including the specialties which may be incidental to one or the other of said manufactured articles, such as cases for ice-cream cones and other foodstuffs, which, although they may not be known under the designation of candies, chocolates or biscuits, may be manufactured by a similar process or by the same staff, the whole subject to the limitations prescribed by law, under the name of “J. C. Belley Limitée”, with a total capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1945.

L. DESILETS,
9824 Deputy Attorney General.

“La Cie A. Lagacé Ltée”

Notice us hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1945, incorporating: Gérard-G. Bastien, tanner, of Loretteville, Armand Lagacé, general contractor, René-B. Robert, sales agent, both of Beauport, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To contract for, in the Province of Quebec, or build, on commission or for a percentage, public or private roads;

To contract for, in the Province of Quebec, or build bridges, on commission or for a percentage;

To contract for, in the Province of Quebec, or engage in the making of drainage installations, whether on commission or for a percentage;

To acquire, sell or alienate stone quarries;

To acquire, sell or alienate portions of land containing gravel;

To acquire, sell or alienate portions of land containing sand, under the name of “La Cie A. Lagacé Ltée”, with a total capital stock of \$49,900, divided into 499 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, le huitième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

9825-o

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1945.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

9825

"La Compagnie la Meunerie Supérieure, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de mars 1945, constituant en corporation: Laurent Lamothe, Gaston Corriveau et Maurice Girard, tous trois cultivateurs, de la paroisse de St Pierre-de-Vérone (Pike River), comté de Missisquoi, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, exploiter, contrôler, gérer et faire le commerce de moulins à blé ou à farine et exercer un commerce général de meunerie dans toutes ses spécialités;

Acheter, vendre et faire le commerce, en gros et en détail, de toutes sortes de blé, grains et autres céréales et produits agricoles et laitiers ainsi que moulées balancées, engrais chimique, animaux, charbon, ferromerie;

Manufacturer, acheter et vendre de la farine et autres espèces de denrées manufacturées avec du grain ou des céréales, sous le nom de "La Compagnie la Meunerie Supérieure, Limitée", avec un capital total de \$15,000.00, divisé en 150 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Pierre-de-Vérone (Pike River), dans le district de Bedford.

Daté du bureau du procureur général, le quinzième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

9826-o

"La Compagnie la Meunerie Supérieure, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1945, incorporating: Laurent Lamothe, Gaston Corriveau, and Maurice Girard, all three farmers, of the parish of St-Pierre-de-Vérone (Pike River), county of Missisquoi, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, operate, control, manage and deal in wheat or gristmills and carry on a general milling business in all the specialties thereof;

To purchase, sell and deal, wholesale and retail, in all kinds of wheat, grain, and other cereals and agricultural and dairy products, and also in balanced rations, chemical fertilizers, cattle, coal, ironware;

To manufacture, purchase and sell flour and other kinds of wares manufactured with grain or cereals, under the name of "La Compagnie la Meunerie Supérieure, Limitée", with a total capital stock of \$15,000, divided into 150 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Pierre-de-Vérone (Pike River), in the district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1945.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

9826

"L'Association des Licenciés en Sciences Commerciales de Laval, Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour de mars 1945, pour constituer en corporation sans capital-actions, sous le nom de "L'Association des Licenciés en Sciences Commerciales de Laval, Inc.", "L'Association des Licenciés en Sciences Commerciales de l'Université Laval", laquelle a été constituée en corporation sous l'empire de la Loi des syndicats professionnels (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162) le huitième jour de mai 1941, et ce, pour les objets suivants:

L'Association a pour objet général l'étude, la défense et de développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de l'Association. Elle a pour fonctions, en particulier:

1° D'établir entre les membres des relations amicales, de relier successivement les promotions nouvelles aux promotions antérieures et d'utiliser les rapports ainsi créés au profit des membres;

2° De fournir aux membres des renseignements et indications qui pourraient leur être utiles dans le choix d'une carrière;

3° De faciliter aux membres l'accès de fonctions ou d'emplois conformes à leurs aptitudes;

4° De fournir aux membres les moyens d'étendre leurs connaissances par tels modes que l'expérience indiquera, notamment par des conférences, des réunions d'étude, des publications;

"L'Association des Licenciés en Sciences Commerciales de Laval, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1945, to incorporate as a corporation without share capital, under the name of "L'Association des Licenciés en Sciences Commerciales de Laval, Inc.", "L'Association des Licenciés en Sciences Commerciales de l'Université Laval", the same having been incorporated under the Professional Syndicates' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162), on the eighth day of May, 1941, and such, for the following purposes:

The general purposes of the association are the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the association. Its functions are, in particular:

1. To establish friendly relations amongst the members, to bring together the new promotions and the previous ones and use the intercourse thus created for the profit of the members;

2. To supply the members with information and indications which may be useful to them in the choice of a career;

3. To facilitate, for the members, access to functions or employment suitable to their aptitudes;

4. To furnish the members with means of extending their knowledge by such modes as experience may indicate, notably, by lectures, study meetings, publications;

Le nom de la corporation est "L'Association des Licenciés en Sciences Commerciales de Laval, Inc.";

La principale place d'affaires de ladite corporation sera en la cité de Québec, dans le district de Québec;

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt mille dollars.

Sont nommés directeurs provisoires de la corporation les personnes suivantes, savoir: Guy Bousquet, avocat, Raymond Gauvin et Roland Mercier, comptables, tous de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,

9827-o

L. DÉSILETS.

The name of the corporation is "L'Association des Licenciés en Sciences Commerciales de Laval, Inc.";

The principal place of business of the said corporation will be in the city of Quebec, in the district of Quebec;

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars.

The following persons are appointed provisory directors of the corporation, namely: Guy Bousquet, advocate, Raymond Gauvin and Roland Mercier, accountants, all of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1945.

L. DÉSILETS,

9827

Deputy Attorney General.

"L'Association Sportive de Rouyn, Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de janvier 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Sabin Thibault, marchand de bois, Léon Doyon, garagiste, Arthur Guertin, industriel, Albert Plante, contracteur, tous quatre de Rouyn, dans le district de Rouyn-Noranda, Jean-Paul Giroux, ingénieur divisionnaire, de Ville-Marie, district de Temiscamingue, Damien Lamothe, Lucien-Denis Pilon, contracteurs, domiciliés à Noranda, district de Rouyn-Noranda, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Former une association ou club pour fournir à ses membres l'opportunité et l'occasion de se réunir, de se récréer, de se distraire et de promouvoir entre eux les relations sociales;

Aucun des paragraphes des présentes ne doivent cependant être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars (\$50,000.00).

Le siège social de la corporation sera à Rouyn, district de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du procureur général, le quinzième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général,

9828-o

L. DÉSILETS.

"L'Association Sportive de Rouyn, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Sabin Thibault, lumber merchant, Léon Doyon, garage-keeper, Arthur Guertin, manufacturer, Albert Plante, contractor, all four of Rouyn, in the district of Rouyn-Noranda, Jean-Paul Giroux, divisional engineer, of Ville-Marie, district of Temiscamingue, Damien Lamothe, Lucien-Denis Pilon, contractors, domiciled at Noranda, district of Rouyn-Noranda, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To form an association or club to give its members the opportunity and occasion of meeting, recreation, relaxation and to promote social intercourse amongst them;

None of the paragraphs herein, however, may be interpreted as allowing gambling, games of chance and mixed games of chance and skill.

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000).

The head office of the corporation will be at Rouyn, district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1945.

L. DÉSILETS,

9828

Deputy Attorney General.

**"Les Industries Patapédia Limitée"
"The Patapedia Industries Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour de mars 1945, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, avocat, Claude Gagnon, étudiant, Lucienne Michaud, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Rimouski, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires de toute façon comme manufacturier et marchand de bois;

Faire affaires de toute façon comme constructeur, entrepreneur et marchand de matériaux de construction, sous le nom de "Les Industries Patapédia Limitée" — "The Patapedia Industries Limited", avec un capital total de \$49,000., divisé en 490 actions de la valeur au pair de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera au village de Luceville, district de Rimouski.

**"Les Industries Patapédia Limitée"
"The Patapedia Industries Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1945, incorporating: Paul-Émile Gagnon, advocate, Claude Gagnon, student, Lucienne Michaud, secretary, spinster and in use of her rights, all of the city and district of Rimouski, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business in every way as manufacturer and lumber merchant;

To carry on business in every way as builder, contractor and as dealer in buildings requisites, under the name of "Les Industries Patapédia Limitée" — "The Patapedia Industries Limited", with a total capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be in the village of Luceville, district of Rimouski.

Daté du bureau du procureur général, le deuxième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,
9829-o L. DESILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1945.

L. DESILETS,
9829 Deputy Attorney General.

"Les Industries Provinciales Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de mars 1945, constituant en corporation: Joseph-Émile Métivier, industriel, madame Rose-Anne Mercier Métivier, ménagère, épouse de Joseph-Émile Métivier, mariée sans contrat de mariage, et Lorenzo Dion, dessinateur, tous trois de St-Damien, comté de Bellechasse, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter et vendre tant en gros qu'en détail des balais, des vadrouilles à laver et à épousseter, des lavettes, des supports à linge, des épingles à linge, des brosses à laver ou à épousseter et tous articles de même classe en bois, en paille, en métal et autres matières premières et aussi des jouets faits de toutes sortes de matières premières et généralement tous articles en bois ou autrement pouvant servir comme articles de ménage, jouets ou meubles;

Teindre, vernir et peindre les articles ainsi manufacturés ou achetés;

Principalement acquérir le commerce de "L'Industrie Provinciale Enr." dont monsieur Joseph-Émile Métivier est propriétaire, et en payer le prix ou partie du prix en actions entièrement acquittées de la compagnie, sous le nom de "Les Industries Provinciales Limitée", avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 499 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Damien, dans le comté de Bellechasse, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le quatorzième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,
9830-o L. DESILETS.

"Rafinol Petroleum Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du quatorzième jour de mars 1945, constituant en corporation: Gaston Lacroix, Fernand Guertin, avocats, tous deux de la cité d'Outremont, district de Montréal, et Lucien Bourbonnais, avocat, de la ville de Terrebonne, district de Terrebonne, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, faire le commerce de gros et de détail du pétrole et tous les produits et sous-produits en provenant;

Importer, exporter, faire le commerce de gros et de détail du charbon, coke, tourbe, huile, bois et combustible de toutes sortes et descriptions ainsi que leurs produits et sous-produits;

Acheter, louer, posséder d'une façon quelconque, exploiter, développer, louer, vendre ou autrement disposer de mines de charbon, puits d'huile ou autres dépôts de combustible et terres à bois;

Acquérir le commerce actuellement opéré à Outremont et à Montréal par Joseph Hildège Lefort, marchand d'huile et de charbon, sous le nom de "Rafinol Petroleum Corporation", avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 499 actions de \$100.00 chacune.

"Les Industries Provinciales Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1945, incorporating: Joseph-Émile Métivier, manufacturer, Madame Rose-Anne Mercier Métivier, housewife, wife of Joseph-Émile Métivier, married without marriage contract, and Lorenzo Dion, draughtsman, all three of St-Damien, county of Bellechasse, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase and sell, whether wholesale or retail, brooms, washing and dusting mops, dish-mops, clothes holders, clothes pins, scrubbing or dusting brushes and any articles of the same class, in wood, fibre, straw, metal and other raw material, also toys, made of any kind of raw material and, generally, any articles, whether in wood or otherwise, capable of being used as household articles, toys or furniture;

To dye, varnish and paint the articles thus manufactured or bought;

Epecially, to acquire the business of "L'Industrie Provinciale Enr.", of which Mr. Joseph-Émile Métivier is the owner, and to pay the price or part of the price thereof, in fully paid-up shares of the company, under the name of "Les Industries Provinciales Limitée", with a total capital stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Damien, in the county of Bellechasse, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1945.

L. DESILETS,
9830 Deputy Attorney General.

"Rafinol Petroleum Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1945, incorporating: Gaston Lacroix, Fernand Guertin, advocates, both of the city of Outremont, district of Montreal, and Lucien Bourbonnais, advocate, of the Town of Terrebonne, district of Terrebonne, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, deal, wholesale and retail, in petroleum and all the products and by-products derived therefrom;

To import, export, deal, wholesale and retail, in coal, coke, peat, oil, wood and fuel of every kind and description and also the products and by-products thereof;

To purchase, lease, own in any manner, whatsoever, operate, develop, lease, sell or otherwise dispose of coal pits, oil-wells or other fuel deposits and wooded lands;

To acquire the business actually carried on at Outremont and at Montreal, by Joseph Hildège Lefort, oil and coal dealer, under the name of "Rafinol Petroleum Corporation", with a total capital stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Outremont, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorzième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,
9831-o L. DÉSILETS.

The head office of the corporation will be at Outremont, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1945.

L. DÉSILETS,
9831 Deputy Attorney General.

"Robes Mon Bijou Dress Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de mars 1945, constituant en corporation: Georges Enesco, voyageur de commerce, des cité et district de Montréal, François Giasson, garagiste, Gaston Lacasse, agent manufacturier, François Demers, agent manufacturier, et Henri-Paul Drouin, avocat, tous les quatre des cité et district de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

La confection et la vente en gros de robes et autres articles pour dames pour les fins du marché et aussi pour l'exportation, avec privilège d'exercer tous les pouvoirs nécessaires pour atteindre ces fins, sous le nom de "Robes Mon Bijou Dress Inc.", avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 490 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le quinzième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,
9832-o L. DÉSILETS.

"Robes Mon Bijou Dress Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1945, incorporating: Georges Enesco, commercial traveller, of the city and district of Montreal, François Giasson, garage-keeper, Gaston Lacasse, manufacturers' agent, François Demers, manufacturers' agent and Henri-Paul Drouin, advocate, all four of the city and district of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

The making and selling wholesale of dresses and other articles for ladies, for market purposes and also for exportation, with the privilege of exercising the powers required for the attainment of such purposes, under the name of "Robes Mon Bijou Dress Inc.", with a total capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1945.

L. DÉSILETS,
9832 Deputy Attorney General.

"Ruby Foo's Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de mars 1945, constituant en corporation: Henry Manella, gérant de restaurant, Hyman Manella, gérant de restaurant, Sarah Cohen, comptable, célibataire majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir, établir, conduire, entretenir un restaurant, un café, un "grill".

Acquérir au moyen de baux ou autrement et maintenir à Montréal ou ailleurs des restaurants, cafés, ou salles à manger publiques, des pensions et logements pour l'accommodation du public et en rapport avec ceux entretenir des restaurants et comptoirs, sous le nom de "Ruby Foo's Incorporated", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 2,000 actions de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinquième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,
9833-o L. DÉSILETS.

"Ruby Foo's Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1945, incorporating: Henry Manella, restaurant manager, Hyman Manella, restaurant manager, Sarah Cohen, accountant, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote, establish, conduct, maintain a restaurant, a café, a grill;

To acquire by lease or otherwise and maintain, at Montreal or elsewhere, restaurants, cafés or public dining-rooms, boarding houses and dwellings for public accommodation and, in connection therewith, to establish restaurants and counters, under the name of "Ruby Foo's Incorporated", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1945.

L. DÉSILETS,
9833 Deputy Attorney General.

"Savoy Shipping Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de mars 1945, constituant en corporation: J.-Séverin Langlois, pilote, J.-Robert Gagnon, navigateur, Dame Rose-Emma Malouin Langlois, épouse contractuellement séparée de biens de J.-Séverin Langlois et dûment autorisée par lui aux fins des

"Savoy Shipping Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1945, incorporating: J. Séverin Langlois, pilot, J.-Robert Gagnon, navigator, Dame Rose-Emma Malouin Langlois, wife separate as to property by marriage contract of J.-Séverin Langlois, and by him duly authorized for the purposes hereof, all of the city and district of

présentes, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, produire, posséder, louer, naviguer, employer, se servir, acheter, vendre, équiper des vaisseaux, barges, remorqueurs ou tous autres vaisseaux mus soit par la vapeur ou par l'électricité, ou à la voile, ou de toute autre manière, pour le transport des passagers, personnes, marchandises, animaux, ainsi que pour le transport de la gazoline, des pétroles ou des huiles lourdes ou légères ou de quelque nature qu'elles soient ou pour tous autres objets de quelque nature qu'ils soient;

Manufacturer et raffiner les huiles de toutes catégories, l'essence de pétrole, la gazoline et tous les pétroles et leurs dérivés, et sous-produits, acheter et autrement acquérir, détenir, posséder, hypothéquer, vendre, céder, transférer, placer, trafiquer et faire le commerce d'objets, articles, produits et marchandises et propriétés de toutes classes et description, meubles et immeubles se rapportant au commerce de la compagnie, sous le nom de "Savoy Shipping Limited", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 33, rue St-Louis, Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le sixième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,

9834-o

L. DESILETS.

Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, produce, own, lease, navigate, employ, use, purchase, sell, equip ships barges, tugs or other ships, propelled whether by steam, electricity, sails or in any other manner, for the transportation of passengers, persons, merchandise, animals, and also for the transportation of gasoline, petroleum or heavy or light oils, or of any kind they may be, or for any other objects of any kind whatsoever;

To manufacture and refine oils of any class, essence of petroleum, gas, and all petroleum and the derivatives and by-products thereof, purchase and otherwise acquire, hold, own, hypothecate, sell, assign, transfer, place, trade and deal in objects, articles, products and merchandise and property of any class and description, movable and immovable, connected with the company's business with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 33 St. Louis street, Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1945.

L. DESILETS,

9834

Deputy Attorney General.

"Stoker Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de mars 1945, constituant en corporation: Georges-H. Beaugard, industriel, de la cité de Sherbrooke, Wilfrid Laroche, contracteur, F.-Arthur Dion, Wilbrod-W. Lévesque, et Alphonse-J. Lavallée, marchands, tous quatre de la ville de Magog, tous du district de St-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Distribuer, vendre, faire le commerce de fabriquer, importer, exporter en gros et en détail des foyers mécaniques;

Exercer le métier et le commerce de fondeur, mouleur, fabricant d'articles de métaux de toutes sortes;

Exercer les métiers de mécaniciens, machinistes pour la construction, la réparation et l'entretien de toutes sortes de machines;

Faire le commerce des combustibles de toutes sortes, y compris le pétrole, les huiles, les gaz, et la fabrication des machines, des outils, des accessoires de toutes sortes pouvant servir au chauffage des constructions de toutes sortes;

Faire la fabrication et le commerce de tous les accessoires propres à servir au chauffage des constructions, y compris la fabrication et le commerce des bouilloires, soufflets, cheminées, tuyauteries, poêles, cuisinières, bassins, chauffe-eaux, fournaies, accessoires de plomberies, sous le nom de "Stoker Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, dans le district de St-François.

Daté du bureau du procureur général, le quinzième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,

9835-o

L. DESILETS.

"Stoker Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1945, incorporating: Georges-H. Beaugard, manufacturer, of the city of Sherbrooke, Wilfrid Laroche, contractor, F.-Arthur Dion, Wilbrod-W. Levesque, and Alphonse-J. Lavallée, merchants, all four of the town of Magog, all of the district of St. François, Province of Quebec, for the following purposes

To distribute, sell, manufacture, import, export, wholesale and retail, mechanical stokers;

To carry on the trade and business of founder, moulder, manufacturer of metal articles of every kind;

To carry on business as mechanics, machinists, for the construction, repair and maintenance of all kinds of machines;

To deal in all kinds of fuel, including petroleum oil, gas and the manufacturing of machines, tools, accessories of every kind capable of being used for the heating of all sorts of buildings;

To manufacture and deal in any accessories capable of being used for the heating of buildings, including the manufacturing of and dealing in boilers, bellows, chimneys, pipes, stoves, cookers, basins, water-heaters, furnaces, plumbing supplies under the name of "Stoker Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Magog, in the district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1945.

L. DESILETS,

9835

Deputy Attorney General.

"Studio Musical Victoria Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour de mars 1945, constituant en corporation: Uldéric-S. Allaire, gérant de théâtre, Cécile Allaire, fille majeure, Hormisdas Gariépy, avocat et conseil en Loi du Roi, tous trois de Victoriaville, comté d'Arthabaska, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce, soit par vente, échange ou troc, d'instruments de musique de tous genres, de tous appareils qui peuvent s'adapter sur ces ceux, et en faire la réparation;

Trafiquer sur, imprimer, vendre, ou reproduire la musique en feuilles, sur rouleaux, sur disques ou autres formes;

Faire le commerce, soit par vente, échange ou troc, d'appareils de photographie de tous genres et des accessoires et organiser un laboratoire pour le développement des pellicules;

Exploiter des systèmes de hauts-parleurs et en faire le commerce soit par vente, échange ou location, sous le nom de "Studio Musical Victoria Limitée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, dans le district, d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, le dixième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général
9836-o L. DESILETS.

"Studio Musical Victoria Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1945, incorporating: Uldéric-S. Allaire, theatre manager, Cécile Allaire, spinster, Hormisdas Gariépy, advocate and King's Counsel, all three of Victoriaville, county of Arthabaska, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal, whether by sale, exchange or barter, in musical instruments of every kind, in any apparatus capable of being adapted to same, and carry on the repairing thereof:

To trade in, print, sell or reproduce sheet-music, rolls or records or other forms of music;

To deal, whether by sale, exchange or barter, in photographic instruments of every kind and accessories, and organize a laboratory for the developing of films;

To operate a system of loud-speakers and deal therein, whether by sale, exchange or lease, under the name of "Studio Musical Victoria Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1945.

L. DESILETS,
9836 Deputy Attorney General.

"The Super Knitting Mills Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de mars 1945, constituant en corporation: Euchariste Lafrance, Robert Lafrance, industriels, René Desjardins, courtier, tous des cité et district de St-Hyacinthe, province de Québec, dans les buts suivants:

Négocier, faire et exercer le commerce qui consiste à fabriquer du coton, laine, filés et autres substances fibreuses, traiter, manufacturer et préparer pour le marché tous produits et sous-produits d'iceux, soit à l'état préparé, manufacturé ou brut, et les acheter, vendre, négocier et en faire le commerce, et exercer toutes ou aucune des opérations suivantes: tisseurs de toile, coton, lin, soie et chanvre, marchands de filés, blanchisseurs et teinturiers, fabricants et employeurs de matériel à blanchir et à teindre, et produire, peigner, préparer, filer, teindre et faire le commerce de coton, lin, chanvre, laine, filés, soie et autres substances fibreuses et les filer et les tricoter, et filer, tricoter ou tisser, et faire le commerce de laine, coton, filés, soie et tous autres matières textiles et tissus;

Exercer les opérations qui consistent à carder, filer, doubler, tisser, tricoter, préparer, laver, blanchir, teindre, adapter, mélanger, ouvrir, convertir, cultiver, manufacturer, acheter, vendre importer, exporter et autrement faire le commerce de soie, satin, crêpe de chine, coton, lin, chanvre, jute, laine, crin, soie, ficelle, corde, cordage et autres substances fibreuses, filés, fils, draps, articles, étoffes et autres tissus tissés, tricotés, crochetés, maillés, foulés ou autrement, tous leurs ingrédients et parties constituantes tous les sous-produits dérivés ou provenant de la culture, production, acquisition, fabrication ou usage d'iceux, ou des dits ingrédients ou parties

"The Super Knitting Mills Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1945, incorporating: Euchariste Lafrance, Robert Lafrance, manufacturers, René Desjardins, broker, all of the city and district of St-Hyacinthe, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal, engage in and carry on the business of manufacturing cotton, wool, textiles and other fibrous substances, treat, manufacture and prepare for the market any products and by-products thereof, whether dressed, manufactured or in a raw state, and to purchase, sell, trade and deal in the same and carry on all or any of the following businesses: linen, cotton, flax, silk and hemp weavers, textile merchants, laundrymen and dyers, manufacturers and users of bleaching and dyeing materials, and to produce, comb, dress, spin, dye and deal in cotton, flax, hemp, wool, textiles, silk and other fibrous substances, and spin and knit the same and spin, knit or weave and deal in wool, cotton, textiles, silk and any other textile matter or tissue;

To carry on the operations of carding, spinning, doubling, weaving, knitting, preparing, washing, cleaning, dyeing, adapting, mixing, working, converting, cultivating, manufacturing, purchasing, selling importing, exporting and otherwise dealing in silk, satin, crepe de chine, cotton, flax, hemp, jute, wool, horsehair, silk, twine, cord, cording and other fibrous substances, textiles, thread, cloth, articles, material and other tissues woven, knitted, crocheted, meshed, shrunk or otherwise, all the ingredients and component parts thereof, all the by-products derived or arising from the cultivation, production, acquisition, manufacture or use thereof, or of the

constituantes d'iceux, tous les articles, produits et mélanges fabriqués, composés entièrement ou partiellement d'iceux, ou leurs dits ingrédients et parties constituantes, y compris les hardes et vêtements de toutes sortes quelconques, et toutes autres substances, matériels et choses nécessaires, utiles, convenables ou incidents en rapport avec ce qui précède, sous le nom de "The Super Knitting Mills Company Limited".

Le capital total de la compagnie est divisé en 2,000 actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et en 1,300 actions privilégiées de \$100.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$23,000.00.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du procureur général, le huitième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

9837-o

said ingredients or component parts thereof, any manufactured articles, products, and mixtures entirely or partly composed of same or the ingredients or component parts thereof, including clothes and garments of any kind whatsoever and any other substance, material and things required, useful, suitable or incidental, connected with the foregoing, under the name of "The Super Knitting Mills Company Limited".

The total capital stock of the company is divided into 2,000 shares without nominal or par value, and 1,300 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will begin its operations shall be at least \$23,000.

The head office of the company will be at St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1945.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

9837

Lettres patentes supplémentaires

"Valley Flax Products Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trentième jour de mai 1945, a) changeant le nom de la "Compagnie "La Présentation" Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1944, en celui de: "Valley Flax Products Ltd."; b) changeant l'endroit du siège social de la compagnie de Saint-Hyacinthe à Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce trentième jour de mai 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

9838-o

Supplementary Letters Patent

"Valley Flax Products Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of May, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, a) changing the name of the company "Compagnie "La Présentation" Limitée", incorporated by letters patent bearing date the eleventh day of October, 1944, to that of "Valley Flax Products Ltd."; b) changing the place of the head office of the company from St-Hyacinthe to Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1945.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

9838

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 2461

—
Quebec, le 28 juin 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la création de la réserve de chasse et de pêche de la Petite Cascapédia.

ATTENDU qu'une partie de la rivière Petite Cascapédia est administrée par le Département de la chasse depuis environ trois années et que la pêche y est déjà organisée au point de vue touristique et sportif;

ATTENDU qu'il est opportun d'en faire une réserve de pêche et de chasse légalement constituée et d'y mettre en force des règlements appropriés;

POUR ces raisons et vu le paragraphe 6 de l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941:

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE la rivière Petite Cascapédia, dans le comté de Bonaventure, de sa source, comprenant ses

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

—
Number 2461

—
Quebec, June 28th, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the creation of the Hunting and Fishing Reserve of Little Cascapédia.

WHEREAS part of the river Little Cascapédia, is administrated by the Department of Game since about three years and that the fishing there is already organized from a touristic and sportive viewpoint;

WHEREAS it is expedient to make of it a Fishing and Hunting Reserve, legally constituted and to put into force therein, the appropriate regulations

THEREFORE, and seeing paragraph 6 of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Québec, 1941:

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the river Little Cascapédia, in the county of Bonaventure, from its source, including its

branches est et ouest, jusqu'à la ligne nord du rang 5 du canton New Richmond, ainsi qu'une zone de terrain mesurant trois chaînes de chaque côté de ladite rivière, soit créée en réserve de chasse et de pêche sous le nom de "Réserve de la Petite Cascapédia".

Cette réserve comprend en outre toutes les autres eaux libres de la Couronne ainsi qu'une même zone de trois chaînes partout où une telle réserve de trois chaînes peut exister en vertu de la loi, et particulièrement sur les lots 15 du rang 5, ainsi que 15.2 et 15.3 du rang 4 dudit canton New Richmond;

QUE la pêche soit assujettie, pour en assurer la permanence, aux conditions suivantes nonobstant celles déjà fixées par la loi ou les règlements:

a) Personne n'a le droit de pêcher sur ladite réserve sans un permis spécial émis par le ministre ou un de ses officiers autorisés;

b) Toute chasse est défendue sur toute l'étendue de ladite réserve;

c) Personne n'aura le droit de prendre, par jour de pêche, plus de 40 (quarante) truites ou 15 livres plus un poisson;

d) Personne n'aura le droit d'apporter avec lui hors de ladite réserve plus de la prise légale de deux jours;

e) Les chefs d'exploitation de bois, les contre-maîtres, les entrepreneurs et sous-entrepreneurs d'opérations forestières, les prospecteurs ou exploitants de mines, ainsi que leurs employés, ne pourront pêcher ou faire pêcher, dans les limites de cette réserve, sans avoir obtenu préalablement un permis;

f) Tout contrevenant aux dispositions des présents règlements est passible de l'amende et de l'emprisonnement tel que prévu à l'article 38 du chapitre 154, Statuts refondus de Québec 1941.

A. MORISSET,

9839-0

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2462

Québec, le 28 juin 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT les honoraires des différents permis de chasse.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE, vu l'article 28 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941, l'honoraire des différents permis de chasse soit ainsi fixé:

Non domiciliés

Chasse au gibier à plumes exclusivement, \$10.50, dont cinquante sous de commission;

Membres bona fide de clubs, pour toutes sortes de chasse, excepté les animaux à fourrure, \$10.50, dont cinquante sous de commission;

Pour toutes sortes de chasses, excepté la chasse aux animaux à fourrure, \$41.00, dont une piastre de commission;

Pour la chasse aux animaux à fourrure, \$200.00.

Domiciliés

Pour toutes sortes de chasse, excepté les animaux à fourrure, \$1.00 dont dix sous de commission;

Eastern and Western branches, as far as the North line of range 5 of the township New Richmond, and also the zone of land measuring three chains on each side of said river be created a hunting and fishing reserve under the name of Reserve of Little Cascapedia ("Réserve de la Petite Cascapédia").

Said reserve comprises, moreover, all the other free waters of the Crown and also a same zone of three chains every place where such reserve of three chains may exist according to law, and, in particular on lots 15 of range 5 and 15.2 and 15.3 of range 4 of said township of New Richmond;

THAT the fishing be subject, to insure the permanence thereof, to the following condition, notwithstanding those already fixed by law or regulations:

a) No one is entitled to fish on the said reserve without a special permit issued by the Minister or one of his authorized officers;

b) All hunting is prohibited on the whole extent of the said reserve;

c) No one is entitled to catch, by fishing day, more than forty (40) trout or 15 pounds plus one fish;

d) No one is entitled to take with him outside the said reserve more than the legal catch of two days;

e) The chief lumbermen, foremen, contractors and sub-contractors of lumbering operations, mining prospectors or operators, and also their employees, may not fish or have fishing done within the limits of said reserve, without having, previously, secured a permit;

f) Any infringement to the provisions of the present regulations will make the infractor liable to fine and imprisonment, as provided by section 38 of chapter 154 of the Revised Statutes of Québec, 1941.

A. MORISSET,

9839

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2462

Quebec, June 28th, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the fees for the various hunting permits.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT, seeing section 28 of chapter 153 of the Revised Statutes of Québec, 1941, the fees for the various hunting permits be fixed as follows:

Non-residents

Hunting game birds exclusively, \$10.50 including fifty cents commission;

Bona fide members of clubs for all kinds of hunting, except fur-bearing animals, \$10.50, including fifty cents commission;

For all kinds of hunting, except the hunting of fur-bearing animals \$41.00 including one dollar commission;

For hunting fur-bearing animals, \$200.00.

Residents

For all kinds of hunting except fur-bearing animals, \$1.00 including ten cents commission.

Pour chasser les animaux à fourrure, \$2.00, dont dix sous de commission.

IL EST ORDONNÉ, de plus, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE l'arrêté en conseil numéro 2635, de 1940, soit rescindé.

9840-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

For hunting fur-bearing animals, \$2.00, including ten cents commission.

IT IS ORDAINED, moreover, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT Order in Council number 2635, of 1940, be repealed.

9840 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2457

Québec, le 28 juin 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la constitution en corporation, sous la Loi de l'Aide à l'Apprentissage, de la Commission d'apprentissage des métiers de la construction de Montréal et l'approbation des règlements qui la régissent.

ATTENDU QUE la Cité de Montréal a été reconnue comme centre d'apprentissage des métiers de l'industrie de la construction pour l'Île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites par l'arrêté en conseil No 2192, du 8 juin 1945, pris en exécution de la Loi de l'Aide à l'apprentissage;

ATTENDU QUE les vingt (20) soussignés à la requête ci-jointe demandent au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'être constitués en corporation sous le nom français de "La Commission d'apprentissage des métiers de la construction de Montréal" et sous le nom anglais de "The Apprenticeship Commission of the Building and Engineering Construction Trades of Montreal";

ATTENDU QUE la présente requête est conforme aux dispositions de l'article 6 de ladite loi;

ATTENDU QUE les requérants soumettent en même temps que la présente requête, les règlements qui doivent régir la Commission et que lesdits règlements sont conformes aux dispositions de la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE la requête ci-jointe des soussignés d'être constitués en corporation pour aider à l'apprentissage des ouvriers, à l'adaptation et à la réadaptation des infirmes, des accidentés du travail et des blessés de guerre dans l'Île de Montréal et dans un rayon de quinze (15) milles de ses limites, soit agréée;

QUE les règlements ci-joints de la Commission conformes aux dispositions de l'article 8 de la Loi, soient approuvés;

Qu'enfin les requérants soient constitués en corporation avec tous les pouvoirs inhérents à cette qualité sous le nom français de "La Commission d'apprentissage des métiers de la construction de Montréal" et sous le nom anglais de "The Apprenticeship Commission of the Building and Engineering Construction Trades of Montreal" et que les règlements qui régissent ladite Commission deviennent en vigueur conformément à l'article 9 de la Loi de l'Aide à l'apprentissage à compter de la date de la publication du présent arrêté dans la *Gazette officielle de Québec*.

9860-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2457

Quebec, June 28, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the incorporation, under the Apprenticeship Assistance Act, of the Apprenticeship Commission of the Building and Engineering Construction Trades of Montreal, and the approval of the by-laws which govern same.

WHEREAS the City of Montreal has been recognized as the apprenticeship centre for the trades of the building industry for the Island of Montreal and the territory comprised within a radius of fifteen (15) miles from its limits by Order-in-Council No. 2192, of June 8, 1945, passed under the Apprenticeship Assistance Act;

WHEREAS the twenty (20) persons who have signed the petition hereto annexed beg the Lieutenant-Governor in Council to incorporate them under the French name of "La Commission d'apprentissage des métiers de la construction de Montréal" and under the English name of "The Apprenticeship Commission of the Building and Engineering Construction Trades of Montreal";

WHEREAS the present request is in conformity with the provisions of section 6 of the said Act;

WHEREAS the petitioners are submitting, together with the present request, the by-laws which shall govern the Commission and whereas the said regulations are in conformity with the provisions of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the annexed petition of the petitioners to be incorporated to give assistance in the apprenticeship of workers, in the adaptation and readaptation of the infirm, of the injured through industrial accidents, and of the wounded in war, in the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits, be granted;

THAT the Commission's by-laws hereto annexed in conformity with the provisions of section 8 of the Act, be approved;

THAT the petitioners be incorporated with all the powers inherent in such quality under the French name of "La Commission d'apprentissage des métiers de la construction de Montréal", and under the English name of "The Apprenticeship Commission of the Building and Engineering Construction Trades of Montreal" and that the by-laws which govern the said Commission come into force pursuant to section 9 of the Apprenticeship Assistance Act, as and from the date of the publication of the present Order-in-Council in the *Quebec Official Gazette*.

9860-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Avis divers

2 — (Article 35) Lois relatives à l'Administration des Terres et Forêts

8 Geo. V, c. 69 formule "A"

AVIS DE LA DEMANDE DU DÉPÔT DES PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 35 de la Loi du régime des eaux courantes, que La Compagnie Électrique Rivière-à-Pierre Limitée, de 111 Côte de la Montagne à Québec, et de Rivière-à-Pierre, se propose de faire l'érection d'un barrage en béton ainsi qu'une dalle à billots sur la Rivière-à-Pierre, dans le canton Bois, comté de Portneuf, P. Q.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage, et les terrains qui seront affectés par ces travaux a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement du comté de Portneuf à Cap-Santé, P. Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, le ou après le dixième jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, le 22 mai, 1945.

LA COMPAGNIE ÉLECTRIQUE RIVIÈRE-À-PIERRE, LIMITÉE.
9573-24-4-o

La Requérante,
LA COMPAGNIE ÉLECTRIQUE RIVIÈRE-À-PIERRE, LIMITÉE.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 28 juin 1945, la "Fédération Catholique des Employés de l'Amiante de la Province" a été autorisée à changer son nom en celui de "Fédération Nationale des Employés de l'Industrie Minière Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 juillet 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
9858-o JEAN BRUCHÉSI.

"MURRAY'S LUNCH LIMITED"

Règlement Numéro 3-A

Un règlement pour amender le règlement numéro 3 des règlements de la compagnie concernant le nombre des directeurs et leurs qualifications:

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la compagnie d'augmenter le nombre des directeurs à sept;

EN CONSÉQUENCE, qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie ce qui suit:

Le règlement numéro 3 des règlements de la compagnie est, par les présentes, révoqué et remplacé par le suivant:

1. Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de sept directeurs.

9850

Le Secrétaire,
A. V. MADGE.

Miscellaneous Notices

2 — (Section 35) Laws respecting the Administration of Lands and Forests

8 Geo. V, chap. 69 Form "A"

APPLICATION AND NOTICE OF DEPOSIT OF PLANS AND SPECIFICATIONS

Public notice is hereby given in accordance with section 35 of the Water-Course Act, that "La Compagnie Électrique Rivière-à-Pierre, Limitée", of 111 Mountain Hill, Quebec, and of Rivière-à-Pierre, intends to have a concrete dam and a log-flume built on the Rivière-à-Pierre, in the Township Bois, county of Portneuf, P. Q.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications indicating the nature of the work and the lands to be affected by the said works has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of the said plan and specifications has been deposited in the Registry Office for the County of Portneuf at Cap-Santé, P. Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council, on or after the tenth day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Québec, May 22, 1945.

LA COMPAGNIE ÉLECTRIQUE RIVIÈRE-À-PIERRE, LIMITÉE,
9573-24-4 Petitioner.

Notice is given that, by Order in Council dated June 28th, 1945, the "Fédération Catholique des Employés de l'Amiante de la Province" has been authorized to change its name to that of "Fédération Nationale des Employés de l'Industrie Minière Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q., 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, July 5th, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
9858 Under Secretary of the Province.

"MURRAY'S LUNCH LIMITED"

By-law Number 3-A

A by-law to amend By-Law Number 3 of the Company's by-laws with respect to the number of directors and their qualifications:

Whereas it is in the interest of the Company to increase the number of the Board of Directors to seven;

Now, therefore, be it and it hereby is enacted as a by-law of the Company as follows:

By-Law Number 3 of the Company's by-laws is hereby repealed and replaced by the following:

1. The affairs of the Company shall be managed by a board of seven directors.

9850-o

A. V. MADGE,
Secretary.

Canada, Province de Québec

Canada, Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE GATINEAU
COMTÉ DE PAPINEAU

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF GATINEAU
COUNTY OF PAPINEAU

AVIS

NOTICE

Avis est par le présent donné que la Corporation du Village Gatineau dont la population actuelle, telle que constatée par le recensement du 24 janvier 1945, ordonné par une résolution du Conseil de ladite municipalité adoptée le 8 janvier 1945, est de 3,333 âmes, et pour faire suite aux résolutions adoptées par cette municipalité aux séances du 22 janvier et du 9 avril 1945, et du 20 juin 1945, présentera une requête au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil pour l'obtention de lettres patentes érigeant ladite municipalité de village en municipalité de ville, sous l'empire de la Loi générale des cités et villes.

Notice is hereby given that the Corporation of the Village of Gatineau whose actual population, according to the census of the 24th of January, 1945, ordered by a resolution of the Council of the said municipality adopted the 8th of January, 1945, is 3,333 souls, and to carry out the resolutions adopted by the said municipality at the meetings of the 22nd of January and the 9th of April, 1945, and the 20th of June, 1945, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council to obtain letters patent erecting the said village municipality into a town municipality, under the authority of the general provisions of the Cities and Towns Act.

Le territoire de la nouvelle municipalité de ville sera le même que celui de l'ancienne municipalité de village, ledit territoire se désignant comme suit:

The Territory of the new town municipality to be the same as that of the former village municipality, the said territory being described as follows:

Le village de Gatineau est situé dans le premier rang du canton de Templeton, comté de Hull. Il est borné vers le nord par la ligne de division entre le premier et le deuxième rang, vers l'est par le lot 14b, vers le sud par la rivière Ottawa, et vers l'ouest en partie par la municipalité de la Pointe Gatineau, et en partie par les lots 22a et 22b.

The village of Gatineau is situate in the first range of the township of Templeton, county of Hull. It is bounded towards the North by the division line between the first and second range, towards the East by lot 14b, towards the South by the Ottawa river, and towards the West partly by the municipality of Pointe Gatineau, and partly by lots 22a and 22b.

Ces limites peuvent être plus particulièrement décrites comme suit:

The said limits may be more amply described as follows:

Tout le territoire situé dans le district électoral de Papineau, dans le comté municipal de Hull, comprenant dans le canton de Templeton:

All that territory situate in the electoral district of Papineau, in the municipal county of Hull, comprising, in the township of Templeton:

1. Dans le rang I les lots 15, 16a, le lot 16b et ses subdivisions, les lots 17a, 17b, 18a, le lot 18b et ses subdivisions, les lots 18c, 18d, le lot 18e et ses subdivisions, le lot 18f, les lots 19a, 19b, 19c, 19d, 20a, et leurs subdivisions, les lots 20b, 20c, 20d, 21a, 21b, 21c, 21d, 21e, 21f, 21g, 21h, 21i, la partie du lot 22b au sud du droit de voie du chemin de fer Pacific Canadien, les lots 22c, 22d, 22e, 22f, 22g, la partie du lot 47 — droit de voie du chemin de fer Pacific Canadien — comprise entre la ligne ouest du lot 21b, et la ligne est du lot 15;

1. In range I lots 15, 16a, lot 16b and its subdivisions, lots 17a, 17b, 18a, lot 18b and its subdivisions, lots 18c, 18d, lot 18e and its subdivisions, lot 18f, lots 19a, 19b, 19c, 19d, 20a, and their subdivisions, lots 20b, 20c, 20d, 21a, 21b, 21c, 21d, 21e, 21f, 21g, 21h, 21i, the part of lots 22b South of the right-of-way of the Canadian Pacific Railway, lots 22c, 22d, 22e, 22f, 22g, the part of lot 47 — right-of-way of the Canadian Pacific Railway — comprised between the West line of lot 21b, and the East line of lot 15;

2. Dans l'île Kettle, le lot 1, le lot 2 et ses subdivisions les lots 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, le lot 19 et ses subdivisions, tous du cadastre officiel pour le canton de Templeton, ensemble avec les chemins, rues, avenues, boulevards, ruelles, et le lit de la rivière Ottawa compris dans les limites suivantes: au nord, le côté sud du droit de voie du chemin de fer Pacific Canadien sur la largeur du lot 22b, la ligne séparative des rangs I et II; à l'est, la ligne est du lot 15 du rang I et son prolongement jusqu'à la limite interprovinciale dans la rivière Ottawa; au sud, ladite limite interprovinciale; à l'ouest, la partie de la ligne ouest du lot 21b, du rang I au nord du droit de voie du chemin de fer Pacific Canadien et son prolongement à travers ledit droit de voie, la ligne ouest du lot 22b du rang I, au sud dudit droit de voie, la ligne ouest du lot 22g, du rang I et une ligne courbe dans la rivière Ottawa contournant par l'ouest l'île Kettle pour rejoindre ladite ligne interprovinciale.

2. In Kettle island, lot 1, lot 2 and its subdivisions, lots 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, lot 19 and its subdivisions, all of the official cadastre for the township of Templeton, together with the roads, streets, avenues, boulevards, lanes, and the bed of the Ottawa river comprised within the following limits: On the North, the South side of the right-of-way of the Canadian Pacific Railway on the width of lot 22b, the division line of ranges I and II; on the East, the East line of lot 15 of range I and its prolongation as far as the interprovincial boundary line in the Ottawa river; on the South the said interprovincial boundary; on the West, the part of the West line of lot 21b, of range I North of the right-of-way of the Canadian Pacific Railway and its prolongation across the said right-of-way, the West line of lot 22b of range I, South of the said right-of-way, the West line of lot 22g, of range I and a curved line in the Ottawa river running Westward around Kettle island to rejoin the said interprovincial line.

La nouvelle municipalité sera désignée sous le nom de "Ville de Gatineau".

The new municipality to be known as "Town of Gatineau".

Donné au Village de Gatineau, ce 29ième jour du mois de juin 1945.

Given in the Village of Gatineau, this 29th day of the month of June, 1945.

Le Secrétaire trésorier de la Corporation
du Village de Gatineau,
LÉO GIROUX.

LÉO GIROUX,
Secretary Treasurer of the Corporation
of the Village of Gatineau.

Département de l'Agriculture

Avis de changement du nom de la "Société Coopérative Agricole d'Emberton" en celui de "Société Coopérative Agricole de Chartierville".

Avis est par le présent donné qu'il a plu au ministre de l'Agriculture, à la demande du bureau de direction de la Société Coopérative Agricole d'Emberton, société coopérative constituée sous le régime de la loi des sociétés coopératives agricoles et dont l'avis de formation a été publiée à la *Gazette officielle de Québec*, le 26 mai 1945, de changer le nom de cette société coopérative en celui de "Société Coopérative Agricole de Chartierville".

Québec, ce vingt-troisième jour de juin 1945.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

9841-o

JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice of change of name of the "Société Coopérative Agricole d'Emberton" to that of "Société Coopérative Agricole de Chartierville".

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has been pleased, at the request of the Board of Director of the "Société Coopérative Agricole d'Emberton", a cooperative association formed under the authority of the Cooperative Agricultural Associations Act and the notice of formation whereof was published in the *Quebec Official Gazette* of May 26th, 1945, to change the name of the said cooperative association to that of "Société Coopérative Agricole de Chartierville".

Quebec, this twenty-third day of June, 1945.

JULES SIMARD,

9841

Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

No 643-45

Québec, le 27 juin 1945.

Avis est par les présentes donné que la session annuelle du Bureau des Examineurs des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles aura lieu à l'École normale Laval, Québec, du 20 au 25 août prochain.

L'examen des candidats commencera le 20 à deux heures de l'après-midi.

Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer d'ici au dixième jour d'août 1945, à Monsieur B.-O. Filteau, secrétaire du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six dollars, ainsi que tous les documents exigés par les règlements scolaires.

Le Surintendant,

VICTOR DORE.

9802-26-2-o

Department of Education

No. 643-45

Quebec, June 27th 1945.

Notice is hereby given that the annual session of the Board of Examiners for the examination of candidates for the position of Inspector of Catholic Schools will be held at the Laval Normal School, in Quebec, from the twentieth to the twenty-fourth of August 1945. The examination of candidates will begin on Monday, the twentieth, at 2.00 P.M.

Any person wishing to take this examination shall forward to Mr. B.-O. Filteau, Secretary of the Catholic Committee of the Council of Education, between this date and the tenth day of August next, a demand to that effect, the sum of six dollars, together with all documents required by the School Regulations.

VICTOR DORE,

Superintendent.

9802-26-2-o

Département du Travail

AVIS D'APPROBATION DE REGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité paritaire du Service des Incendies de la Cité de Sherbrooke, établi en exécution du décret numéro 1546, du 27 avril 1945, et dont le siège social est situé dans la cité de Sherbrooke, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2456, du 28 juin 1945.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 7 juillet 1945.

9856-o

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice and this, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the constitution and by-laws of the Parity Committee of the Fire Department of the City of Sherbrooke, established under Decree number 1546, of April 27, 1945, and whose corporate seat is in the City of Sherbrooke, have been approved by Order-in-Council number 2456, of June 28, 1945.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, July 7 th, 1945.

9856-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, établi en exécution du décret numéro 2678, du 12 juillet 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Parity Committee of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville Counties, formed under decree number 2678, of July 12, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 2548.

conseil numéro 2548, du 6 juillet 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1945 au 30 juin 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% des salaires fixes, boni et pourcentages payés à leurs salariés des métiers visés par le décret.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré dans leur propre métier.

c) Les salariés assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur salaire fixe, pourcentage et boni.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met des formules de rapport à la disposition des employeurs professionnels. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations, doit être signé et adressé au Comité paritaire le ou avant le 5 de chaque mois. Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1945, 31 mars et 30 juin 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, pour la période comprise entre le premier juillet 1945 et le trente juin 1946.

BUDGET DU COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DES COMTÉS DE SAINT-HYACINTHE, BAGOT ET ROUVILLE

Du 1er juillet 1945 au 30 juin 1946

Recettes probables:

Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels	\$2,700.00
Salariés	2,850.00
Artisans	175.00
Certificats de qualification	260.00
Dommages-intérêts liquidés et divers.	175.00
	\$6,160.00

of July 6, 1945, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees subject to the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from the 1st of July 1945 to the 30th of June 1946 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the regular wages bonuses and percentages paid to their employees of the trades governed by the decree.

b) All the artisans subject to the decree must also pay to the Parity Committee, 1/2 of 1% of the wages rate fixed for the lowest remunerated journeyman of their own trade.

c) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their regular wages, percentages and bonus.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms. The professional employer shall have his reports filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owned to the Parity Committee and send them to the said committee together with his own levies.

The report of every professional employer, together with the levies, must be signed and sent to the Parity Committee on or before the 5th day of each month. The Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th and December 31st, 1945, March 31st and June 30th, 1946.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Building Trades Parity Committee of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville counties for the period comprised between July 1st, 1945 and June 30th, 1946, is annexed hereto.

BUDGET OF THE BUILDING TRADES PARITY COMMITTEE OF ST. HYACINTHE, BAGOT AND ROUVILLE COUNTIES

From July 1st, 1945, to June 30th, 1946.

Probable receipts:

Assessments (1/2 of 1%):	
Professional employers	\$2,700.00
Employees	2,850.00
Artisans	175.00
Certificates of competency	260.00
Liquidated damages and miscellaneous	175.00
	\$6,160.00

<i>Débourssés probables:</i>		<i>Probable expenses:</i>	
Loyer	\$ 300.00	Rent	\$ 300.00
Taxes, électricité, téléphone	150.00	Taxes, telephone, electricity	150.00
Impressions, papeterie, accessoires de bureau	280.00	Printed matters, stationary, office equipment	280.00
Salaires et frais d'inspection	3,620.00	Salaries and inspection expenses	3,620.00
Frais des délégués et officiers	780.00	Representatives' and officers' expenses	780.00
Bureau des examinateurs	144.00	Board of examiners	144.00
Frais judiciaires et professionnels	150.00	Judicial and professional fees	150.00
Vérification des livres	20.00	Audition	20.00
Ménage et entretien	125.00	Cleaning and maintenance	125.00
Jetons de présence	360.00	Meeting expenses	360.00
Divers et imprévus	231.00	Miscellaneous and unforeseen expenses	231.00
	\$6,160.00		\$6,160.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 juillet 1945. 9862-o

Department of Labour,
Quebec, July 7, 1945. 9862-o

AVIS

NOTICE

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Syndicat national catholique des Commis et Comptables de la Baie des Ha! Ha!, à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a request has been presented to him by "Le Syndicat national catholique des Commis et Comptables de la Baie des Ha! Ha!", to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

Le Syndicat national catholique des Commis et comptables de la Baie des Ha! Ha!.

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat national catholique des Commis et Comptables de la Baie des Ha! Ha!.

ET, D'AUTRE PART:

Les employeurs suivants: Ernest Bergeron, Lucien Ouellet, Hélène Lavoie, Gaston Tremblay, Jules Tremblay, Ludger Tremblay, Paul-E. Gagnon, L'Economie, coopérative de consommation, Port Alfred, L'Ouvrière, coopérative de consommation, La Citoyenne, coopérative de consommation, Grande Baie, J.-Antoine Desgagné, J.-H. Duchesne, Magasin Fortin Enrg., pour les employeurs et les salariés des commerces et occupations visés, suivant les conditions ci-après décrites:

And, ON THE OTHER PART:

The following employers: "Ernest Bergeron", "Lucien Ouellet", "Hélène Lavoie", "Gaston Tremblay", "Jules Tremblay", "Ludger Tremblay", "Paul-E. Gagnon", "L'Economie, coopérative de consommation, Port Alfred", "L'Ouvrière, coopérative de consommation", "La Citoyenne, coopérative de consommation, Grande Baie", "J.-Antoine Desgagné", "J.-H. Duchesne" "Magasin Fortin Enrg.", for the employers and the employees of the trades and occupations concerned, according to the following conditions:

I.—*Définitions:*— Pour les fins d'application de la présente convention, les mots et termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

I.—*Definitions:*— For the purpose of this agreement the following words and terms shall have the meaning hereinafter given to them:

a.— Le terme "établissement-industriel" désigne toute entreprise de production, de construction, de fabrication complète ou partielle, de transformation ou de réparation, requérant à un certain degré, un travail manuel de l'homme ou de la femme, comprenant par exemple, les fabriques de chaussures, de glace, de portes et châssis, ainsi que toutes fabriques, manufactures, usines, boutiques, moulins, scieries, ateliers, forges, carrières et toutes entreprises de genre analogue.

a.— The words "industrial establishment" mean any enterprise of production, construction, complete or partial fabrication, conversion or repair, requiring to a certain extent, manual labour on the part of a man or woman, comprising for instance, shoe, ice, and door and sash factories, as also all factories, manufactories, works, workshops, mills, sawmills, workrooms, ironworks, blacksmiths' shops, quarries and all similar concerns.

b.— Le terme "établissement-financier" désigne toute personne, institution ou maison de fiducie, de courtage, bureau d'affaires, agence de perception, étude ou cabinet professionnel ou toute autre institution analogue.

b.— The words "financial establishment" mean any person, fiduciary institution or concern, brokerage firms, business office, collection agency, professional men's offices or chambers, or any other similar institution.

c.— Le terme "établissement-commercial" désigne toutes les maisons de commerce de détail ou de gros, comme par exemple: les boulangeries, laiteries, fabriques d'eaux gazeuses, boucheries, épicerie, merceries, magasins de chaussures, pharmacies, hôtels, cafés, débits d'essence, d'automobiles ou d'accessoires, restaurants, bi-

c.— The words "commercial establishment" mean all retail or wholesale commercial concerns, as for instance: bakeries, dairies, establishments producing soft drinks, butchers' shops, groceries, small ware shops, shoe stores, drugstores, hotels, cafes, gasoline stations, distributors of automobiles or automobile accessories, restaurants,

jouteries, ferronneries, quincailleries, magasins de meubles, d'instruments de musique, de chapeaux, de peinture, de tapisserie, de salles de vente, de couture, d'échantillons, entrepôts, cours, marchés, auberges, garages, colportage, les services de distribution, les salles de spectacles, théâtres, cinémas, les services de transport par terre, par mer et par air, les services d'électricité, de téléphone, de télégraphe ainsi que tous les genres de commerce de détail ou de gros qui existent ou qui pourront exister pendant la durée de la présente convention.

d.— Le mot "gérant" désigne tout salarié qui s'occupe généralement des achats dans le gros et le détail, qui a généralement les commis sous sa surveillance et son contrôle, qui a les responsabilités générales des ventes ou qui s'occupe directement ou par l'intermédiaire d'employés, de la finance de tout ou d'une partie de l'établissement.

e.— Le mot "comptable" désigne tout salarié qui est en charge des écritures de comptabilité de l'établissement ou d'une partie importante de l'établissement.

f.— Le mot "commis" désigne tout salarié âgé de 16 ans ou plus, et employé dans un établissement régi par la présente convention, faisant du travail clérical ou préposé à l'achat, à la surveillance, au classement, à la couture, à la préparation, à l'étalage, à la vente, à l'emballage, au postage, à la livraison de toutes choses pouvant avoir rapport d'une manière quelconque avec le commerce, l'industrie, la finance ou les études professionnelles.

g.— Le mot "caissier" désigne tout salarié qui reçoit en tout ou en partie les argents journaliers provenant des ventes ordinaires et extraordinaires.

h.— Le mot "livreur" désigne tout salarié préposé principalement à la livraison ou à l'emmagasinement des marchandises vendues ou à être vendues dans un établissement régi par la présente convention au moyen de voiture, camion, bicyclette ou de toute autre manière.

i.— Le mot "surintendant" désigne tout salarié qui voit à l'administration d'un ou de plusieurs établissements.

j.— Le terme "Chef-du-personnel" désigne tout salarié qui a la charge d'un ou de plusieurs départements dans un établissement régi par la présente convention, même sous la direction d'un gérant.

k.— Le terme "Teneur-de-livre" désigne tout salarié qui fait un travail analogue à celui de comptable, tel que défini au paragraphe "e" du présent article.

l.— Le mot "percepteur" désigne tout salarié qui s'occupe généralement de la perception des argents dus et passés dus.

m.— Les mots "sténographe" et "dactylographe" désignent tout salarié qui prépare les factures, les états de compte ou les circulaires, etc.

n.— Le terme "solliciteur-à-commission" désigne tout salarié qui s'occupe des ventes en dehors de l'établissement, soit à salaire fixe ou à pourcentage.

II.— *Jurisdiction territoriale*:— La présente convention régit les villes, villages et municipalités de Bagotville, Port-Alfred et Grande Baie et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

III.— *Jurisdiction professionnelle*:— La présente convention s'appliquera à toute personne, association, corporation, corporation municipale ou scolaire, établissement financier, industriel, commercial, étude professionnelle, aux

jewellers'shops, iron-mongeries, hardware, furniture, musical instruments, hats, paint, and wallpaper stores, sale-rooms, sewing rooms, sample rooms, warehouses, yards, markets, inns, garages, peddling, distribution services, theatres, playhouses, cinemas, land, water, and air transport, electricity, telegraph and telephone services, as also all kinds of retail or wholesale trades actually existing or that might come to exist during the existence of the present decree.

d.— The words "manager" means any employee who generally does the wholesale and retail purchasing, who generally has the clerks under his supervision and control, who has the general responsibility of the sales or who handles, directly or through the medium of employees, the finances of the whole or parts of the establishment.

e.— The word "accountant" means any employee who keeps the books of the establishment or of an important part of the establishment.

f.— The word "clerk" means any employee, of sixteen (16) years of age or over, employed in an establishment governed by the present decree, doing clerical work, or in charge of the sale, supervising packing, mailing, delivery, sewing, preparation, classification, purchasing, watching, displaying of all things pertaining in any way to the commerce, industry, finance, or professional men's practices.

g.— The word "cashier" means any employee who receives wholly or partly the daily moneys proceeding from ordinary and extraordinary sales.

h.— The words "delivery man" means any employee mainly committed to the delivery or storage of goods sold or to be sold in an establishment governed by the present decree with a vehicle, truck, bicycle or any other means.

i.— The words "superintendent" means any employee who sees to the administration of one or more establishments.

j.— The word "supervisor" means any employee who is in charge of one or more departments in an establishment governed by the decree even under the direction of a manager.

k.— The word "book-keeper" means any employee who does work similar to that of an accountant as defined in subsection "e" of this section.

l.— The word "collector" means any employee generally assigned to collect moneys due and overdue.

m.— The words "stenographer" and "typist" means any employee who makes out invoices, statements of account, or circulars, etc.

n.— The words "commission agent" means any employee who is assigned to sell outside the establishment whether they receive a percentage or a fixed salary.

II.— *Territorial jurisdiction*:— The present agreement shall govern the towns, villages and municipalities of Bagotville, Port-Alfred and Grande Baie and the territory comprised within a radius of two (2) miles from their limits.

III.— *Professional jurisdiction*:— This decree applies to any person, partnership, corporation, municipal and school corporation, financial, industrial, and commercial establishment, professional men's chambers and offices, and all

bureaux de notaire, d'avocat, de médecin, agences. Cependant, la présente convention ne s'appliquera pas:

a.— Aux institutions d'assurance;

b.— Aux institutions bancaires;

c.— Aux établissements industriels ou commerciaux qui sont déjà ou qui peuvent devenir assujettis à une convention collective de travail négociée d'accord avec les prescriptions de la Loi des Syndicats Professionnels ou de la Loi de la convention collective;

d.— Aux employés de chemin de fer.

e.— Aux employés de l'industrie de la pulpe et du papier.

IV.— *Durée du travail*:— La durée du travail dans les établissements régis par la présente convention est la suivante:

a.— *Établissements industriels*:— Soixante (60) heures par semaine réparties suivant les besoins de l'entreprise.

b.— *Établissements financiers*:— Quarante-quatre (44) heures par semaine réparties suivant les besoins de l'entreprise.

c.— *Établissements commerciaux (gros et détail)*:— Cinquante-et-une (51) heures par semaine pour le personnel féminin et cinquante-sept (57) heures par semaine pour le personnel masculin, répartie de la façon suivante:

1.— *Personnel féminin*:— Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8.30 a.m. à 5.30 p.m. ou de 9.00 a.m. à 6.00 p.m. selon le cas;

de 8.00 a.m. à 10.00 p.m. le samedi et la veille des fêtes chômées.

Toutefois, les établissements régis par ladite convention, qui ouvrent habituellement leurs portes à 9.00 a.m., ne sont pas tenus d'ouvrir plus tôt.

2.— *Personnel masculin*:— De 8.00 a.m. à 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi;

de 8.00 a.m. à 10.00 p.m. le samedi et la veille des fêtes chômées.

3.— Une heure doit être accordée aux salariés pour leur repas du midi et une heure également pour leur repas du soir les jours où ils sont appelés à travailler dans la soirée.

4.— L'employeur peut faire travailler ses salariés jusqu'à 10.00 p.m. du 20 au 24 décembre inclusivement et du 28 au 31 décembre inclusivement de chaque année, sans rémunération supplémentaire.

d.— Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, les salariés des hôtels, pharmacies, restaurants, cafés, débits d'essence et des entreprises exclusivement consacrées au camionnage sont assujettis à la semaine de travail de soixante (60) heures suivant les besoins de l'entreprise.

e.— Nonobstant toutes les dispositions relatives aux heures de travail, incluses dans la présente convention, la Loi du repos hebdomadaire (S.R.Q. 1941, chapitre 166) et les règlements pris en son exécution doivent s'appliquer intégralement.

Clause conditionnelle:— Les dispositions du présent article concernant la durée du travail ne doivent en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des établissements industriels et commerciaux (S.R.Q. 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

V.— *Temps supplémentaire*:— a.— A l'exception des employés qui reçoivent un salaire de \$35.00 par semaine et plus, tout travail supplémentaire exécuté par les salariés régis par la présente convention doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier,

notary's, lawyer's, physicians', agencies' offices, etc. However, it does not apply to.

a.— insurance companies;

b.— banking concerns;

c.— industrial or commercial establishments that are, or will be, subject to a collective labour agreement negotiated in accordance with the prescriptions of the Professional Syndicates' Act, or of the Collective Agreement Act.

d.— railway employees.

e.— employees of the pulp and paper industry.

IV.— *Duration of labour*:— The duration of labour in the establishments governed by the decree shall be as follows:

a.— *Industrial establishments*:— Sixty (60) hours per week, distributed in accordance with the requirements of the concern.

b.— *Financial establishments*:— Forty-four (44) hours per week, distributed in accordance with the requirements of the concern.

c.— *Commercial establishments*: (wholesale and retail) Fifty-one (51) hours per week for female employees and fifty-seven (57) hours per week for male employees, distributed in the following manner:

1.— *Female employees*:— from 8.30 a.m. to 5.30 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday or from 9.00 a.m. to 6.00 p.m., as the case may be;

from 8.00 a.m. to 10.00 p.m. on Saturday and the eve of days kept as holidays.

However, establishments governed by the said agreement which usually open at 9.00 a.m. are not obliged to be opened any earlier.

2.— *Male employees*:— from 8.00 a.m. to 6.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday;

from 8.00 a.m. to 10.00 p.m., on Saturday and the eve of days kept as holidays.

3.— These employees shall be given one hour off for the noon meal and another hour for the evening meal when required to work in the evening.

4.— The employer may keep his employees to work until 10.00 p.m. from the 20th to the 24th December inclusive, and from the 28th to the 31st December inclusive, of each year, without paying the overtime rate.

d.— Notwithstanding the provisions of the preceding subsection, employees in hotels, drug-stores, restaurants, cafes, gasoline stations and concerns exclusively engaged in transportation by truck are subject to the sixty (60) hour week.

e.— Notwithstanding any provisions concerning working hours contained in the present agreement the Weekly Day of Rest Act. (R.S.Q. 1941, chapter 166), and the regulations enacted for its carrying out, shall fully apply.

Proviso:— The provisions of the present section, concerning the duration of labour, must, in no instance, constitute a derogation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments' Act (R.S.Q. 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority, nor of the bylaws made by competent municipalities.

V.— *Overtime*:— a.— Except for employees receiving a salary of \$35.00 or more per week all overtime worked by the employees governed by the present decree shall be paid for at the rate of time and a half starting from the second hour worked in any day or week over and above the

à partir de la deuxième heure faite dans une journée ou dans une semaine en plus des heures régulières spécifiées dans la présente convention.

b.—Toutefois, les salariés travaillant dans les établissements commerciaux dont les heures régulières de travail sont inférieures à celles déterminées aux paragraphes "c" et "d" de l'article IV, doivent également être rémunérés au taux de salaire et demi pour tout travail supplémentaire exécuté dans une journée ou une semaine et ce, à partir de la deuxième heure faite en plus de la durée régulière de travail en vigueur dans ledit établissement.

VI.—*Jours de fête chômés et payés:—a.—Etablissements industriels:—*Tous les dimanches ainsi que les jours de fête suivants doivent être chômés et payés: Le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet), la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et la Noël.

b.—Dans tous les autres établissements assujettis à la présente convention, à l'exception des hôtels, pharmacies, restaurants, cafés, débits d'essence et des entreprises exclusivement consacrées au camionnage, les jours de fête suivants doivent être chômés et payés: les dimanches, le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet), la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël. Doivent également être chômés et payés jusqu'à 1.00 heure p.m. le Vendredi Saint et la Fête du Sacré-Cœur.

VII.—*Vacances payées:—a.—*Tout salarié a droit à une semaine de vacances payées après une année de service dans un établissement régi par la présente convention.

b.—Ces vacances doivent être accordées après entente entre le salarié et l'employeur.

c.—Toutefois, tout salarié qui n'a pas pris ses vacances a droit à leur accumulation et, s'il quitte le service de son employeur ou s'il est justement renvoyé, le montant dû pour les jours de vacances ainsi accumulés auxquels il a droit, doit lui être payé.

d.—Toute absence non motivée d'un salarié peut être retranchée de la durée des vacances pour autant de jours où telles absences se sont produites.

VIII.—*Expérience:—*L'employeur doit reconnaître le temps d'apprentissage ou de service fait précédemment dans un autre établissement, pourvu que le salarié fournisse un certificat de qualification ou une déclaration assermentée attestant la durée de son apprentissage ou de son service chez tel ou tels employeurs.

IX.—*Frais de déplacement:—*Les frais de déplacement, pour les salariés appelés par l'employeur à travailler en dehors de la localité où ils résident sont à la charge de l'employeur.

X.—*Salaires supérieurs:—*Tous les salaires actuellement payés aux salariés régis par la présente convention, s'ils sont supérieurs aux minima fixés par la présente convention, demeurent des salaires légaux conformément aux dispositions de la Loi.

XI.—*Paiement des salaires:—*Tout travail doit être rémunéré en espèces chaque semaine.

XII.—*Contrat individuel:—*Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de

regular working hours specified in the present agreement.

b.—However, employees working in commercial establishments in which the regular working hours are lower in amount than those determined in subsections "c" and "d" of section IV, must also be remunerated at the rate of time and a half for any overtime worked in any day or week starting from the second hour worked over and above the regular duration of labour in force in the said establishment.

VI.—*Feast days kept as holidays with pay:—a.—Industrial establishments:—*Every Sunday as also the following feast days shall be kept as holidays with pay:—New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, St. John the Baptist's Day, Dominion Day (July 1), Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

b.—In all the other establishments subject to the present agreement, excepting hotels, drug stores, restaurants, cafés, gasoline stations and concerns exclusively interested in transportation by truck, the following feast days shall be kept as holidays with pay: Sunday, New Year's Day, the day after New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, St. John The Baptist's Day, Dominion Day, (July 1), Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day, Good Friday and the Feast of the Sacred Heart shall also be kept as holidays with pay until 1.00 p.m.

VII.—*Vacation with pay:—*All employees are entitled to one week's holidays with pay after one year of service in an establishment governed by the present decree.

b.—Such holidays must be granted after an agreement between the employee and the employer.

c.—However, any employer who has not taken his holidays is entitled to their accumulation and if he leaves the service of his employer or if he is justly dismissed, the amount owed for the day's holidays thus accumulated to which he is entitled must be paid to him.

d.—Any unjustified absence on the part of the employee may be deducted from the duration of the holidays for as many days as such absences have occurred.

VIII.—*Experience:—*It is stipulated that the employer shall have to recognize the duration of previous apprenticeship or service in an other establishment, provided that the employee furnishes a certificate of competency or a sworn declaration attesting the duration of his apprenticeship or service with such employer or employers.

IX.—*Travelling expenses:—*Travelling expenses for employees called upon by the employer to work outside the locality in which they reside shall be at the expense of the employer.

X.—*Higher wages:—*All the wages actually paid to the employees governed by the present decree, if they are higher than the minimum rates fixed by the present decree shall remain legal in accordance with the provisions of the Act.

XI.—*Payment of wages:—*All work shall be paid in currency, every week.

XII.—*Individual contract:—*Whatever may be the form or nature of the individual labour

travail intervenu, il est prohibé de stipuler une rémunération moindre que les salaires prévus dans la présente convention pour chacune des catégories de salariés mentionnés.

XIII.— *Taux de salaires:* — Les salaires minima seront les suivants pour chacune des catégories de salariés énumérés ci-après:

a.— *Etablissements commerciaux de détail:*

	Salaire hebdomadaire	
	Hommes	Femmes
Surintendant	\$50.00	
Gérant	40.00	
Chef de département, gérant-adjoint ou premier commis	30.00	\$23.00
Comptable, teneur de livres, percepteur	25.00	
Assistant-comptable, assistant-teneur de livres, sténographe et dactylographe:		
Première année	8.50	8.50
Deuxième année	10.50	10.50
Troisième année	16.00	15.50
Chef-du-personnel	26.00	23.00
Caissier ou Caissière	16.00	15.50
Commis: premier semestre	8.50	8.50
2 ^{ème} semestre	9.50	9.50
2 ^{ème} année	10.50	10.50
3 ^{ème} année	12.50	12.50
4 ^{ème} année	15.75	13.50
5 ^{ème} année	21.00	14.50
6 ^{ème} année	21.00	15.50
7 ^{ème} année	21.00	16.50
8 ^{ème} année et plus	26.00	16.50

Salaire hebdomadaire

Livreur avec voiture ou camion:	Hommes Femmes	
	Hommes	Femmes
1 ^{ère} année	\$10.00	
2 ^{ème} année	12.50	
3 ^{ème} année	16.50	
4 ^{ème} année	19.00	

5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} années . 21.50
8^{ème} année et plus . 26.00

Livreur à bicyclette . 8.50
La bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par l'employeur qui doit également pourvoir aux réparations.

Solliciteur-à-commission:	Hommes Femmes	
	Hommes	Femmes
Premier semestre	\$11.00	\$10.50
Deuxième semestre	13.00	12.50
Deuxième année	16.00	15.75
Troisième année et plus	21.00	21.00

Les solliciteurs ou vendeurs à commission ne sont pas tenus responsables des ventes approuvées par l'employeur ou son remplaçant.

b.— *Etablissements commerciaux autres que ceux du détail:*

	Salaire hebdomadaire	
	Hommes	Femmes
Surintendant	\$50.00	
Gérant	45.00	
Assistant-gérant	36.00	
Comptable, teneur de livres	26.00	23.00
Aide-comptable, caissier ou caissière	20.00	18.50
Commis:		
1 ^{ère} année	11.00	10.50
2 ^{ème} année	14.00	13.50
3 ^{ème} année	17.00	14.50
4 ^{ème} année et plus	20.00	15.50
Livreur avec voiture ou camion	25.00	
Aide-livreur	10.00	
Voyageur, vendeur à commission et percepteur	25.00	16.50

contract agreed upon, it is forbidden to stipulate lower remuneration than the wages provided for in the present decree for each of the categories of employees mentioned therein.

XIII.— *Rates of wages:*— The minimum wages shall be as follows for each of the categories of employees, as mentioned hereinafter:

a.— *Commercial establishments (Retail):*

Categories:	Weekly Wages:	
	Male	Female
Superintendent	\$50.00	
Manager	40.00	
Departmental head, Assistant-Manager or head clerk	30.00	\$23.00
Accountants, book-keepers, collectors	25.00	
Assistant-accountant, assistant-book-keeper, Stenographer, Typist:		
First year	8.50	8.50
Second year	10.50	10.50
Third year	16.00	15.50

Categories:

Categories:	Weekly Wages:	
	Male	Female
Supervisor	\$26.00	\$23.00
Cashier	16.00	15.50
Clerk: first six months	8.50	8.50
Second six months	9.50	9.50
second year	10.50	10.50
third year	12.50	12.50
fourth year	15.75	13.50
fifth year	21.00	14.50
sixth year	21.00	15.50
seventh year	21.00	16.50
eighth year and over	26.00	16.50

Delivery man with vehicle or truck:

first year	10.00
second year	12.50
third year	16.00
fourth year	19.00
fifth, sixth and seventh year	21.50
eighth year and over	26.00

Delivery man with bicycle . 8.50

"Bicycle and accessories shall be furnished by the employer who must also provide for repairs."

Commission agents:

first six months	11.00	\$10.50
second six months	13.00	12.50
second year	16.00	15.75
third year and over	21.00	21.00

"Commission agents shall not be held responsible for the sales approved by the employer or his substitute.

b.— *Commercial establishments (other than retail):*

	Weekly Wages:	
	Man	Women
Superintendent	\$50.00	
Manager	45.00	
Assistant-Manager	36.00	
Accountants, book-keepers	26.00	\$23.00
Assistant-accountant, cashier	20.00	18.50
Clerks:		
first year	11.00	10.50
second year	14.00	13.50
third year	17.00	14.50
fourth year and over	20.00	15.50
Delivery man with vehicle or truck	25.00	
Delivery man's helper	10.00	
Travelling salesman, commission agents and collectors	25.00	16.50

c.— *Dispositions générales pour toutes les catégories ci-dessus nommées*:— Tout salarié, à l'exception des livreurs à bicyclette, travaillant moins de quarante (40) heures par semaine est considéré comme salarié supplémentaire et doit être rémunéré au taux de \$0.40 l'heure; toute salariée travaillant moins de trente (30) heures par semaine est considérée comme salariée supplémentaire et doit être rémunérée au taux de \$0.25 l'heure.

Un salarié travaillant plus de quarante (40) heures mais moins que le maximum prévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur doit recevoir de celui-ci une rémunération hebdomadaire identique à celle qui lui serait due s'il avait travaillé durant le maximum fixé pour sa catégorie.

Une salariée travaillant plus de trente (30) heures mais moins que le maximum d'heures prévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir une rémunération identique à celle qui lui serait due si elle avait travaillé durant le maximum fixé pour sa catégorie.

d.— *Employés surnuméraires*:— Les mots "employés surnuméraires" pour les catégories énumérées ci-dessus, désignent les salariés qui, en plus des employés occupés habituellement le temps que l'établissement est ouvert, sont embauchés de façon intermittente pendant certaines périodes. Ces salariés doivent être rémunérés au taux de \$0.25 l'heure pour les femmes et de \$0.40 l'heure pour les hommes.

e.— *(Etablissements financiers), (Etablissements industriels)*.

Salaires hebdomadaires
Hommes: Femmes

Gérant, Comptable-en-chef, Trésorier, Commis-en-chef et Secrétaire-trésorier	\$46.00	
Assistant-gérant, assistant-comptable-en-chef, assistant-trésorier, assistant-commis en chef, assistant-secrétaire-trésorier ..	38.50	
Comptable, caissier	36.50	
Teneur de livres, percepteur, préposé à la lecture des compteurs	31.00	
Commis, sténographe, dactylographe	26.00	
Secrétaire-trésorier de municipalité rurale	21.00	
Commis junior, sténographe, dactylographe		
première année	10.50	\$10.50
deuxième année	13.50	13.50
troisième année	19.50	18.50
quatrième année	23.50	
cinquième année	26.00	

f.— *Etudes professionnelles*:

Employés de bureau:		
1 ^{ère} année	\$ 8.50	\$ 8.50
2 ^{ème} année	10.50	9.50
3 ^{ème} année et plus	16.00	11.50

g.— Dans le cas des "Etablissements industriels", si plusieurs des emplois énoncés au paragraphe "e" du présent article sont exercés simultanément par un même salarié, les dispositions des présentes ne s'appliquent qu'à l'emploi exercé pour lequel le salaire fixé est le plus élevé et qui doit alors être considéré comme l'emploi principal. Le salaire pour les autres emplois ainsi exercés et qui sont dès lors considérés comme secondaires, reste matière conventionnelle entre l'employeur et le salarié. De plus, les salariés des établissements industriels n'affectant qu'une partie de leur temps à leur travail doivent être

c.— *General provisions for all categories mentioned hereinabove*:— Any employee, except delivery men using bicycles, working less than forty (40) hours per week shall be considered as a supplementary employee and shall be paid at the rate of \$0.40 per hour; any female employee working less than thirty (30) hours per week shall be considered as a supplementary female employee and shall be remunerated at the rate of \$0.25 per hour.

Any male employee working, at the request of the employer, more than forty (40) hours but less than the maximum provided for his categories shall receive from the employer a weekly remuneration identical with that which would be owed to him if he had worked during the maximum number of hours specified for his category.

Any female employee working, at the request of the employer, more than thirty (30) hours but less than the maximum number of hours provided for her category shall receive a remuneration identical with that which would be owed to her if she had worked during the maximum number of hours specified for her category".

d.— *Supernumerary employees*:— The words "supernumerary employees" for the categories mentioned hereinabove, mean employees who, in addition to the employees usually occupied, while the establishment is open, are hired intermittently during certain periods. Such employees shall be paid at the rate of \$0.25 per hour for women and \$0.40 per hour for men".

e.— *Financial institutions, industrial establishments*:

<i>Categories:</i>	<i>Weekly wages:</i>	
	<i>Men:</i>	<i>Women:</i>
Manager, chief-accountant, treasurer, head-clerk and secretary-treasurer	\$46.00	
Assistant-manager, assistant-chief-accountant, assistant-treasurer, assistant-head-clerk, assistant-secretary-treasurer ..	38.50	
Accountant, cashier	36.00	
Book-keeper, collector, meter-reader	31.00	
Clerk, stenographer, typist	26.00	
Secretary-treasurer of rural municipalities	21.00	
Junior clerk, stenographer, typist:		
first year	10.50	\$10.50
second year	13.50	13.50
third year	19.00	18.50
fourth year	23.00	
fifth year	26.00	

f.— *Professional men's chambers, offices*:

Office employees:		
first year	\$ 8.50	\$ 8.50
second year	10.50	9.50
third year and over	16.00	11.50

g.— In the case of industrial establishments, if more than one of the functions or offices mentioned in subsection "e" of this section are simultaneously held by the same employee, the provisions of the present decree shall apply only to the occupation held for which the wages stipulated are the highest and which shall be therefore considered as the principal function; the wages for the other positions so held and which will be thus considered as secondary functions shall remain a matter to be agreed upon by the employer and employee. Moreover, employees of industrial establishments only giving

rétribués au prorata en regard des salaires fixés par le paragraphe ci-dessus.

Dispositions spéciales:— Les salariés assujettis à la présente convention, et dont les conditions de travail et d'apprentissage ne sont pas spécifiquement déterminées dans les dispositions précédentes, sont régis par les mêmes dispositions que celles prévues dans l'Ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum. A ces fins, toutes et chacune des dispositions de ladite ordonnance relatives aux taux de salaires, à la durée du travail, aux conditions de travail et à l'apprentissage ont leur application et effet dans la présente convention et en forment partie comme si elles étaient reproduites textuellement dans ladite convention.

XIV.— Lors de la ratification de la présente convention, un comité paritaire devra être formé pour surveiller son application dans toute la juridiction territoriale de la dite convention et devra durant sa fonction surveiller la mise en application intégrale de cette convention. Le comité paritaire devra être formé selon la loi, c'est-à-dire de partie égale de patrons et de représentant des salariés et si le Ministre du Travail le veut, les membres qu'il désignera.

XV.— *Durée de la convention:*— La présente convention entrera en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel l'approuvant et demeurera en vigueur pendant une période d'une année. Elle se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne un avis à ce contraire à l'autre partie trente (30) jours avant son expiration originale ou avant l'expiration de toute année subséquente.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 juillet 1945. 9857-0

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par l'Association des marchands détaillants du Canada, succursale de Saint-Hyacinthe et le Syndicat national catholique des Employés de magasins inc., de Saint-Hyacinthe, à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des marchands détaillants du Canada, succursale de Saint-Hyacinthe,

ET D'AUTRE PART:

Le Syndicat national catholique des Employés de magasins inc., de Saint-Hyacinthe, pour les employeurs et les salariés des commerces et occupations visés suivant les conditions ci-après décrites:

I.— *Jurisdiction:*— a.— *Commerciale:*— Sont assujettis à la convention tous les établissements commerciaux ou entreprises privées énumérés ci-après faisant le commerce de détail (c'est-à-dire vendant directement au public consommateur ou à celui qui n'achète pas pour revendre) ou le

a part of their time to their work, shall be paid proportionately to the wages stipulated in the above subsection.

Special provision:— The employees governed by this agreement, whose conditions of work and of apprenticeship are not specifically determined in the foregoing provisions, shall be governed by the same provisions as those provided for in Ordinance No. 4, of the Minimum Wage Commission. For these purposes, each and every provision of the said ordinance relating to rates of wages, duration of labour, conditions of work and of apprenticeship shall apply and be operative in the present agreement and shall form a part thereof as if the said provisions were textually reproduced in the said agreement.

XIV.— At the time of the ratification of the present agreement, a parity committee shall be formed to supervise its application throughout the whole territorial jurisdiction of the said agreement, and must, during its period of office supervise the carrying out of this agreement in its entirety. The parity committee must be formed according to law, that is to say, of an equal number of employers and employees representatives and, if the Minister of Labour wishes of such members as he will designate.

XV.— *Duration of the agreement:*— The present agreement shall come into force on the day of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council approving same and shall. It shall automatically renew itself from year to year thereafter, unless either one of the contracting parties gives the other party notice of its intention to repeal same, thirty days before its original expiry or prior to the expiry of any subsequent year.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 7, 1945. 9857-0

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a request has been presented to him by "L'Association des marchands détaillants du Canada, succursale de Saint-Hyacinthe" and "Le Syndicat national catholique des Employés de magasins inc., de Saint-Hyacinthe", to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des marchands détaillants du Canada, succursale de Saint-Hyacinthe",

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat national catholique des Employés de magasins inc., de Saint-Hyacinthe",

for the employers and the employees of the trades and occupations concerned according to the following conditions.

1.— *Jurisdiction:*— a.— *Commercial:*— Are governed by the agreement all commercial establishments or private concerns mentioned hereinafter engaged in the retail trade (i. e. selling directly to the consumer or to those not buying

commerce de gros et détail, soit qu'ils aient un établissement commercial ou qu'ils n'aient qu'un ou des agents ou bureau dans la limite territoriale du présent article:

Matériaux de construction, Ferronneries, quincailleries, peinture, Papier-tecture, articles de plomberie, Articles de sport, Meubles, radios, laveuses électriques, Poêles et accessoires électriques, Instrument aratoires, grains, farine et moulées, Instruments de musique, Machine à coudre Chaussures, bijouteries, Merceries pour hommes, Chapeaux pour dames et confection, Chapeaux pour hommes, Fourrures, Cadeaux et nouveautés, Lingerie pour dames, coupons et marchandises à la verge, Librairies, Combustible, Bazars 5-10-15-81.00, Magasins de seconde main, Produits alimentaires: épiciers licenciés, épiciers, épiciers-bouchers, bouchers, marchands de fruits et légumes, épiciers-restaurant,

ainsi que tous les genres de commerce identiques de détail ou de gros et détail pour toute fin de la convention qui existent ou pourraient exister durant l'existence de la convention, sauf:— Les pharmacies, Les magasins de journeaux, Les salles d'amusements Le commerce du tabac et articles de fumeurs, Les optométristes, Les fleuristes et tout commerce régi par un autre décret.

S'il s'élevait un doute ou une discussion sur la classification d'un des commerces régis par la présente convention, le Comité paritaire aura le droit de faire telle classification et de déterminer dans quelle catégorie devra être classé le commerce intéressé.

b.— Territoriale:— La juridiction territoriale de la convention comprendra la ville de St-Hyacinthe le village de St-Joseph, le village de St-Antoine, le village la Providence et la paroisse Notre-Dame.

II.— Définitions:— Aux fins de la convention les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a.— Employeur:— Le mot "employeur" désigne toute personne, association ou corporation, qui, subordonnément aux paragraphes "f" et "g" de l'article I de la Loi de la convention collective, tient ou opère un ou des établissements commerciaux ou entreprises privées ou l'on fait en détail, en gros et en détail, l'un des commerces mentionnés au paragraphe "a" de l'article I de la présente convention, que ce commerce constitue le commerce principal ou secondaire à tous les autres commerces ou occupations.

b.— Employé:— Le mot "employé" désigne toute personne salariée de l'un ou l'autre sexe qui, subordonnément au paragraphe "j" de l'article I de la loi de la convention collective, travaille pour un employeur, tel que défini au paragraphe "a" du présent article mais ce mot ne désigne pas la personne employée à titre de gérant.

c.— Employé-régulier:— Le terme employé-régulier désigne tout employé qui est embauché et fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé, et pas moins de 40 heures de travail par semaine.

d.— Employé-supplémentaire:— Le terme "employé-supplémentaire" désigne tout employé, qui est embauché de façon intermittente et travaille moins de trente (30) heures par semaine.

e.— Employé-surnuméraire:— Le terme "employé-surnuméraire" désigne tout employé qui travaille trente (30) heures ou plus par semaine, et est engagé spécialement en plus du personnel régulier ou supplémentaire à l'occasion de la période active du commerce, telle période ne devant pas excéder trois (3) mois par année.

with a view to sell) or in the wholesale and retail trade, whether they have a commercial establishment or one or several agents or an office in the territorial limits of the present section.

Building materials, Ironmongery, hardware, paint, wall paper, sundries for plumbing, Sport goods, Furniture, radios, electric washing machines, Stoves and electrical equipment, Agricultural implements, Grain, flour and feed, Musical instruments, Sewing machines, Footwear jewelry, Haberdashery, gent's furnishings, Ladies' hats and ready-to-wear articles of dress, Men's hats, Fur, Presents and novelties, Ladies' underclothing, "lingerie", remnants and goods sold by the yard. Bookshops, Fuel, Small-ware stores commonly called 5-10-15-1.00 stores, Second hand stores, Foodstuffs: licenced grocers, grocers, grocer-butchers, butchers, fruit and vegetable retailers, restaurant-grocers,

as well as all similar kinds of retail or wholesale and retail trade for all purposes of the agreement: actually existing or which could come to exist during the existence of the agreement, excepting:

Drugstores, News-stands, Amusement establishments, Dealers in tobacco and articles for smokers, Opticians, Florists, and any commerce governed by another decree.

Should there be a doubt or discussion as to the classification of one of trades governed by the agreement the Joint Committee shall have the right to establish such classification and determine in which category the trade concerned shall be classed.

b.— Territorial:— The territorial jurisdiction of the agreement comprises the city of St-Hyacinthe, the village of St-Joseph, the village of St-Antoine, the village of La Providence, and the parish of Notre-Dame.

II.— Definitions:— For the purposes of the present decree, the following terms shall have the hereinafter significance:

a.— Employer:— The word "employer" designates any person association or corporation, who, subordinately to paragraphs "f" and "g" of section I of the Act, keeps or operates any of the commercial establishments or private concerns, where any of the trades mentioned in paragraph "a" of section I of the present agreement relating to the commercial jurisdiction is carried on in retail, or in wholesale and retail, whether such trade constitute the main or secondary trade to any other trade or occupation.

b.— Employee:— The word "employee" designates any wage-earner of either sex, who, subordinately to paragraph "j" of section I of the Collective Agreement Act, works for an employer, as defined in paragraph "a" of the present section but this word does not designates the person employed as manager.

c.— Regular employee:— The term "regular-employee" designates any employee working the regular week of labour of the establishment in which he is employed and not less than forty (40) hours of work per week.

d.— Extra employee:— The term "extra-employee" designates any employee who is engaged at intervals, and works less than thirty (30) hours per week.

e.— Supernumerary employee:— The term "supernumerary-employee" designates any employee working thirty (30) hours or more in any one week and is especially engaged, in addition to the regular or extra staff, on the occasion of the active period of business, such period not to exceed three months per year.

f. — Gérant:— Le mot "gérant" désigne l'employé qui a la charge de l'administration et la responsabilité entière d'un ou des établissements commerciaux ou entreprises privées régis par la présente convention, comprenant la charge de surveiller le personnel et qui exerce une autorité sur les employés, qui a les responsabilités générales de la vente et qui s'occupe directement ou par l'intermédiaire d'employés. Il comprend aussi tout employé reconnu comme tel par un employeur ayant trois employés ou plus.

g. — Assistant-gérant:— Le terme "assistant-gérant" désigne tout employé qui, en l'absence du gérant ou propriétaire de l'établissement, exerce les prérogatives du gérant ou propriétaire ou tout employé reconnu comme tel par son patron.

h. — Commis:— Le mot "commis" désigne tout employé préposé à la vente, à la caisse, à la livraison, à la réception des marchandises, au service d'ascenseur, de téléphone, d'étalage, de surveillance, etc.

i. — Livreur:— Le mot "livreur" désigne tout employé qui, au moyen d'une voiture à traction animale ou d'une voiture automobile dont il a la charge, fait la livraison et le transport des marchandises à tout endroit déterminé par l'employeur. Le livreur à ses moments libres, doit travailler à l'entretien général de l'établissement.

j. — Aide-livreur:— Le terme "aide-livreur" désigne tout employé qui aide le livreur à faire la livraison et le transport des marchandises au moyen d'une voiture à traction animale ou d'une voiture automobile. L'aide-livreur, à ses moments libres, doit aider à l'entretien général de l'établissement.

k. — Messenger:— Le mot "messenger" désigne tout employé exécutant le travail ordinairement reconnu comme celui de messenger et faisant la livraison soit à pied, soit à bicyclette. Le messenger à ses moments libres, doit aider à l'entretien général du magasin.

l. — Comptable:— Le mot "comptable" désigne tout salarié qui traduit en comptabilité toutes opérations commerciales, qui, se basant sur celles-ci, établit pour une entreprise déterminée, le prix de revient, la balance, les différents bilans, les statistiques ou prévisions de trésorerie et qui a généralement le contrôle et la surveillance de toute la comptabilité d'un établissement commercial ou entreprise privée régie par la présente convention.

m. — Assistant-comptable:— Le terme "assistant-comptable" désigne l'employé qui travaille sous la surveillance du comptable.

n. — Employé-de-bureau:— Le terme "employé-de-bureau" désigne tout employé qui, faisant le travail clérical de bureau, correspondances, etc., n'est pas autrement désigné dans la présente convention.

o. — Le mot "caissière" désigne toute employée dont la fonction consiste à exécuter le travail ordinairement reconnu comme celui de caissière.

p. — Chef-d'allée:— Le terme "chef-d'allée" désigne tout employé dont la fonction consiste dans la surveillance du personnel et exerce une autorité sur les employés dans une section déterminée d'un établissement commercial ou entreprise privée régis par la convention, et dont le travail consiste en outre à renseigner et à diriger la clientèle.

q. — Etalagiste:— Le mot "étalagiste" désigne tout salarié travaillant exclusivement à l'installation des montres; (vitrines) à la décoration commerciale ou dessin, au lettrage des panneaux-

f. — Manager:— The word "manager" designates any employee who is in charge of the administration of, and is entirely responsible for, one or more commercial establishments or private concerns governed by the present agreement, comprising the supervising of the personnel, and who has authority over the employees, who has the general responsibilities of sales, and who, directly or through the intermediary of employees, is engaged in the financial administration. This word also includes any employee considered as such by an employer having three or more employees.

g. — Assistant-manager:— The word "assistant-manager" designates any employee who, in the absence of the manager or proprietor of the establishment, carries out the duties of the manager or of the proprietor, or any employee considered as such by his employer.

h. — Clerk:— The word "clerk" designates any employee committed to the sale, delivery, reception of goods, to the cash, to the elevator service, telephone, displaying, supervision, etc.

i. — Delivery-man:— The term "delivery-man" designates any employee who is in charge of a horse-drawn or motor vehicle and delivers and carts merchandise to any point determined by the employer. The delivery-man, when not delivering goods, must work at the general maintenance of the establishment.

j. — Delivery-man's helper:— The term "delivery-man's helper" designates any employee who helps the delivery-man deliver and cart merchandise with a horse-drawn or motor vehicle. The delivery-man's helper, when not helping to deliver goods, must work at the general maintenance of the establishment.

k. — Messenger:— The word "messenger" designates any employee performing the work usually known as that of messenger and delivering goods either on foot or with a bicycle. The messenger, when not performing the above-mentioned duties, must work at the general maintenance of the establishment.

l. — Accountant:— The word "accountant" designates any employee who expresses in accountancy all commercial operations, who, in taking these as a basis, establishes for a given concern, the cost price, the balance, the various balance-sheets, the treasurer's statistics or forecasts and who generally controls and supervises the entire accountancy of a commercial establishment or private concern governed by the present agreement.

m. — Assistant-accountant:— The term "assistant-accountant" designates the employee who works under the supervision of the accountant.

n. — Office employee:— The term "office employee" designates any employee who does the clerical office work, correspondence, etc., and who is not otherwise mentioned in the present agreement.

o. — Cashier:— The word "cashier" designates any female employee whose duties consist in performing work usually known as that of cashier.

p. — Floor walker:— The term "floor walker" designates any employee whose functions consist in directing the staff and has authority over the employees in a determined section of a commercial establishment or private concern, governed by this agreement, and whose work consists moreover to inform and lead the customers.

q. — Displayer:— The word "displayer" designates any employee engaged exclusively in the installation of windows, commercial decoration or designing, the lettering of sign-

réclames ou exécutant tout ouvrage pour fins de réclame.

r.— *Aide-étalagiste*.— Le terme "aide-étalagiste" désigne tout salarié dont la fonction est d'assister l'étalagiste dans son travail exclusif tel que défini au paragraphe précédent.

III.— *Durée du Travail*.— a.— L'heure dont fait mention la convention est l'heure légale de la corporation municipale intéressée.

b.— La semaine régulière de travail dans les établissements régis par la convention sera de cinquante-quatre heures (54) par semaine, à l'exception du commerce des produits alimentaires où elle sera de cinquante-neuf heures et demie (59½) par semaine. Ces heures de travail sont réparties de la façon suivante:—

1.— Produits alimentaires, sauf les boucheries du marché Centre pour aussi longtemps que leurs heures de vente fixées par le règlement municipal actuel demeurent en vigueur:—

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8.00 heures a.m. à 6.30 heures p.m.

Les vendredi, les veilles de fêtes chômées et du 20 au 24 décembre inclusivement et du 29 au 31 décembre inclusivement:— de 8.00 heures a.m. à 10.00 p.m.

2.— Tous les autres commerces assujettis à la convention:— les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi, de 8.30 heures a.m. à 6.00 heures p.m.

Les vendredi, les veilles des Fêtes chômées et du 20 au 24 décembre inclusivement et du 29 au 31 décembre inclusivement de 8.30 a.m. à 10 p.m.

Toutefois, dans les établissements où il y a des employés déjà régis par le décret relatif à l'industrie du bâtiment, les commis préposés à la livraison de marchandises à cesdits ouvriers spécialisés pourront commencer leur travail à 8.00 a.m. pourvu qu'ils ne livrent de la marchandise qu'à ces dits ouvriers spécialisés et que leurs heures de travail n'excèdent pas cinquante-quatre (54) par semaine.

c.— Tout employé a droit à une heure pour le repas du midi et à une heure pour le souper quand il est appelé à retourner au travail le soir.

d.— En aucun temps l'employeur ne pourra faire travailler ses employés à la vente en dehors des heures mentionnées au présent article et l'employé non plus ne pourra travailler à la vente chez les marchands assujettis à la convention en dehors de l'horaire ici fixé. Est excepté cependant le travail de vente nécessité par la présence de la clientèle au moment de la fermeture.

Le livreur et l'aide-livreur n'auront droit à aucune rémunération pour travail supplémentaire ou additionnel, lorsque la durée hebdomadaire du travail n'excède pas 60 heures.

e.— Tout travail fait en dehors de l'horaire du décret sera rémunéré au taux de salaire et demi.

Ce travail fait en dehors de l'horaire du décret sera rémunéré à la demi-heure, à compter de la fermeture des établissements visés par la convention et pour toute demi-heure additionnelle de travail commencé. A l'exclusion, toutefois, de tout travail fait par l'employé en dehors des heures régulières de travail sans l'autorisation de l'employeur.

IV.— *Jours de fêtes chômées*.— Tout employé régulier sera rémunéré pour les jours suivants où les établissements seront fermés:— le premier de l'An, le lendemain du premier de l'An., exception faite toutefois des magasins faisant le commerce des produits alimentaires lorsque ce lendemain du premier de l'An tombe un vendredi, samedi, ou mardi, l'Épiphanie, le vendredi Saint après l'Office vers 10.00 heures a.m., l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la

boards or performing any other work for publicity purposes.

r.— *Displayer's helper*.— The term "displayer's helper" designates any employee whose occupation is to assist the displayer in his particular work as defined in the preceding paragraph.

III.— *Duration of labour*.— a.— The time mentioned in the present agreement shall be the legal time of the interested municipal corporation.

b.— the regular week of work in the establishments governed by the present agreement shall consist of fifty-four (54) hours, excepting in the food-products trade in which it will consist of fifty-nine hours and a half (59½). These hours of work shall be distributed as follows:—

1.— Food-products trade, except the butcher shops of the "Centre" market as long as their business hours determined by the actual municipal by-law remain in force:—

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday:— from 8.00 a. m. to 6.30 p.m.;

On Friday, holiday eves and from the 20th to the 24th of December inclusively and from December 29th to 31st inclusively:— from 8.00 a. m. to 10.00 p. m.

2.— All the other trades governed by the present agreement:—

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, and Saturday:— from 8.30 a. m. to 6.00 p. m.;

On Friday, on eves of holidays, and from December 20th to the 24th inclusively and from December 29th to the 31st inclusively:— from 8.30 a. m. to 10.00 p. m.

However, in establishments in which there are employees already governed by the decree relating to the building industry, the clerks committed to the delivery of goods to these said qualified workmen may start to work at 8.00 a. m. provided that they deliver goods to the said specialized workmen exclusively and that their hours of work do not exceed fifty-four (54) per week.

c.— Every employee is entitled to one hour off for the noon meal and, when requested to return to work at night, to one hour off for supper.

d.— The employer shall never make his employees work at sales outside the hours mentioned in the present section and the employee shall not work at sales for employers governed by the present agreement outside the hours fixed herein. This does not apply to sales necessitated by the presence of clients in the establishment at the moment of the closing of the store.

The delivery-man and the delivery-man's helper are not entitled to any remuneration for overtime or additional work when the weekly duration of work does not exceed 60 hours.

e.— All work performed outside the hours mentioned in the agreement shall be remunerated at the rate of time and one half.

The work performed outside the working period specified in the agreement shall be remunerated by the half-hour starting from the closing of the establishments subject to the present agreement and for any additional half-hour's work already begun. Except, however, any work performed by the employee outside the regular working hours without the permission of the employer.

IV.— *Holidays*.— Every regular employee shall be paid for the following days on which the establishments shall be closed:— New Year's Day, the day after New Year's day, excepting however stores dealing in foodstuffs when the day after New Year's Day falls on a Friday, a Saturday or Tuesday, Epiphany Day, Good Friday after the religious service which takes place about 10.00 a. m., Ascension Day, Saint John the Baptist Day, Labour Day, All Saints' Day, Im-

Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël.

V.—*Vacances payées*.—Tout employé-régulier, ayant travaillé durant douze mois consécutifs pour le même employeur ou dans le même établissement aura droit à une semaine de vacances avec salaire payé d'avance. Cette semaine de vacances sera accordée du premier mai au 10 septembre et de la façon suivante: le patron désignera les semaines disponibles et les employés choisiront leurs vacances parmi ces semaines et par ordre de priorité, à moins d'entente entre patron et employé.

Si dans des cas particuliers, l'octroi des vacances est jugé impossible par l'employeur, l'employeur paiera à son employé ainsi privé de vacances, un salaire au taux double pour la semaine de vacances à laquelle il a droit.

VI.—*Tarif des salaires*.—Aux fins de la convention, le salaire minimum de la semaine régulière de travail sera le suivant:—

a.—1.—*Produits alimentaires.*

Hommes:— Classe A 60%	\$18.00
Classe B 25%	15.00
Classe C 15%	11.00
Femmes:— Classe A 60%	13.00
Classe B 25%	12.00
Classe C 15%	10.00

2.—*Mercurerie pour hommes.*

Hommes:— Classe A 60%	\$25.00
Classe B 25%	15.00
Classe C 15%	10.00
Femmes:— Classe A 60%	16.00
Classe B 25%	11.00
Classe C 15%	9.00

3.—*Chaussures.*

Hommes:— Classe A 60%	\$16.00
Classe B 25%	11.00
Classe C 15%	9.00

4.—*Bijouterie.*

Hommes:— Classe A 60%	\$21.00
Classe B 25%	16.00
Classe C 15%	9.00
Apprentis	7.00
Femmes:— Classe A 60%	12.00
Classe B 25%	10.00
Classe C 15%	9.00

5.—*Lingerie (dame marchandises à la verge, coupons):—*

Femmes:— Classe A 60%	\$13.00
Classe B 25%	11.50
Classe C 15%	8.50

6.—*Ferronnerie-Quincaillerie:—*

Hommes:— Classe A 60%	\$20.00
Classe B 25%	15.00
Classe C 15%	10.00
Femmes:— Classe A 60%	15.00
Classe B 25%	12.00
Classe C 15%	9.00

7.—*Meubles-Radios*

Hommes:— Classe A 60%	\$21.00
Classe B 25%	16.50
Classe C 15%	12.00

8.—*Confection (chapeaux pour dames)*

Femmes:— Classe A 60%	\$12.00
Classe B 25%	11.00
Classe C 15%	10.00

9.—*Librairie.*

Hommes:— Classe A 60%	\$17.00
Classe B 25%	14.00
Classe C 15%	12.00
Femmes:— Classe A 60%	15.00
Classe B 25%	12.00
Classe C 15%	10.00

10.—*Bazars 5-10-15-\$1.00*

Hommes:— Classe A 60%	\$22.60
Classe B 25%	16.50

maculate Conception Day and Christmas Day.

V.—*Paid vacatio n*.—Every regular employee, having worked during twelve consecutive months in the service of the same employer or in the same establishment shall be entitled to one week's vacation with pay paid in advance. This week's holiday shall be granted between the first day of May and the tenth (10th) day of September and in the following manner: the employer will fix the available weeks and the employees will choose their vacation from the weeks fixed and by order of seniority, unless some other agreement has been made between the employer and employee.

If in certain particular cases, the granting of a vacation is deemed impossible by the employer, the employer shall pay to the employee thus deprived of his vacation double wages for the week's vacation to which he is entitled.

VI.—*Rate of wages*.—For the purposes of the agreement, the minimum wage for the regular work-week shall be as follows:—

a.—1.—*Foodstuffs:*

	Per week
Men: Class A 60%	\$18.00
Class B 25%	15.00
Class C 15%	11.00
Women Class A 60%	13.00
Class B 25%	12.00
Class C 15%	10.00

2.—*Haberdasher'y, gent's furnishings:*

Men:— Classe A 60%	25.00
Classe B 25%	15.00
Classe C 15%	10.00
Women:— Classe A 60%	16.00
Classe B 25%	11.00
Classe C 15%	9.00

3.—*Footwear:*

Men:— Classe A 60%	\$16.00
Classe B 25%	11.00
Classe C 15%	9.00

4.—*Jewelry:—*

Men:— Classe A 60%	\$21.00
Classe B 25%	16.00
Classe C 15%	9.00
Apprentises	7.00
Women:— Classe A 60%	12.00
Classe B 25%	10.00
Classe C 15%	9.00

5.—*"Lingerie" women, remnants and goods sold by the yard:*

Women:— Classe A 60%	\$13.00
Classe B 25%	11.50
Classe C 15%	8.50

6.—*Ironmongery, hardware:*

Men:— Classe A 60%	\$20.00
Classe B 25%	15.00
Classe C 15%	10.00
Women:— Classe A 60%	15.00
Classe B 25%	12.00
Classe C 15%	9.00

7.—*Furniture, radios:*

Men:— Classe A 60%	\$21.00
Classe B 25%	16.00
Classe C 15%	12.00

8.—*Ladies' hats and ready-to-wear articles of dress*

Women:— Classe A 60%	\$12.00
Classe B 25%	11.00
Classe C 15%	10.00

9.—*Bookshops:*

Men:— Classe A 60%	17.00
Classe B 25%	14.00
Classe C 15%	12.00
Women:— Classe A 60%	15.00
Classe B 25%	12.00
Classe C 15%	10.00

10.—*Small-ware stores commonly called 5-10-15 1.00 stores:*

Men:— Classe A 60%	\$22.60
--------------------	---------

Classe C 15%	14.00
Femmes:— Classe A 60%	0.30
Classe B 25%	0.26
Classe C 15%	0.22

11.— Solliciteurs à commissions.

	<i>par semaine</i>
Les premiers six mois	\$10.00
De six mois à un an	12.00
De un an à deux ans	15.00
La troisième année et plus	20.00

12.— Etalagiste

Homme	\$25.00
Femme	15.00
Aide-étalagiste, homme	15.00
Aide-étalagiste femme	15.00
b.— caissière	13.00
c.— chef-d'allée	17.00
d.— livreur:— pour 60 heures de travail livraison ou transport lourd 1er camion	20.00
livraison ou transport lourd 2e camion	18.00
transport par camionnette	15.00

e.— Aide-camionneur (sur camion lourd) 15.00

f.— messenger:—

	<i>par heure</i>
bicyclette fournie par l'employé	0.12
bicyclette fournie par l'employeur	0.10
g.— commis supplémentaire, homme	0.35
commis supplémentaire, femme	0.25
h.— commis surnuméraire, homme	0.25
commis surnuméraire, femme	0.15

	<i>par semaine</i>
i.— comptable:— homme	\$18.00
femme	15.00
assistant-comptable, homme	14.00
femme	12.00

j.— Employés de bureau:—
hommes 15.00
femmes 12.00

-Le salaire d'un employé d'ouvrage général, exécutant divers travaux de réparation ou des préposés au soin du ménage et entretien du magasin, comprenant le balayage, le lavage et le cirage des planchers sera le suivant:

Salaire hebdomadaire: employé senior . \$14.00
junior . 10.00

L'employé préposé au chauffage des fournaies, à l'entretien des chevaux, etc. ne pourra charger de temps supplémentaire pour ce travail.

k.— L'employé régulier ne pourra réclamer aucun salaire pour travail additionnel fait durant la période des fêtes, soit du 20 au 24 décembre inclusivement et du 29 au 31 décembre inclusivement et la veille des fêtes chômées.

l.— Aux fins d'établissement des pourcentages, les employeurs utiliseront le tableau suivant:—

Nombre d'employés:	Classes		
	"a"	"b"	"c"
1	60%	25%	15%
1		1	1
2	1		1
3	1	1	2
4	2	1	1

Class B 25%	16.50
Class C 15%	14.00
Women:— Class A 60%	\$ 0.30
Class B 25%	0.26
Class C 15%	0.22

11.— Commission agents:

	<i>Per week</i>
First six months	\$10.00
From six months to one year	12.00
From one year to two years	15.00
Third year and thereafter	20.00

12.— Displayer:

Man	25.00
Woman	15.00
Displayer's helper, man	15.00
Displayer's helper, woman	15.00
b.— cashier	13.00
c.— Floor walker	17.00

d.— Delivery-man:— for sixty hours of work — heavy duty:
on 1st truck 20.00
on 2nd truck 18.00
light trucking 15.00

e.— Delivery man's helper (heavy duty) 15.00

f.— Messenger:

	<i>Per hour</i>
bicycle furnished by the employer	0.12
bicycle furnished by the employer	0.10

g.— Extra clerk, man 0.35
Extra clerk, woman 0.25

h.— Supernumerary clerk, man 0.25
Supernumerary clerk, woman 0.15

	<i>Per week</i>
i.— Accountant: man	18.00
woman	15.00
Assistant-accountant: man	14.00
woman	12.00

j.— Office clerks:

man 15.00
woman 12.00

The wages of an employee who performs general work, repair work, or of those performing cleaning and maintenance work, including sweeping, floor washing and polishing shall be the following:

Weekly wages: senior employee 14.00
junior employee 10.00

The employee committed to the heating of the furnaces, the care of the horses, etc., shall not charge overtime for such work.

k.— The regular employee shall not claim any wages for additional work performed during the holiday period, that is: from the 20th to the 24th of December inclusively and from December the 29th to the 31st inclusively and on the eve of holidays.

l.— For the purpose of establishing percentages, the employers shall use the following table:

Number of employees:	Classes		
	"a"	"b"	"c"
1	60%	25%	15%
1		1	1
2	1		1
3	1	1	2
4	2	1	1

5	3	1	1
6	3	2	2
7	4	2	1
8	5	2	1
9	5	3	1
10	6	3	1
11	6	3	2
12	7	3	2
13	8	3	2
14	8	4	2
15	9	4	2
16	9	4	3
17	10	4	3
18	10	5	3
19	11	5	3
20	12	5	3

m.— Ne doivent entrer dans le pourcentage que les commis faisant le service de vente à titre d'employés réguliers. Ces dits pourcentages doivent être calculés distinctement et séparément pour les employés du sexe masculin et les employés du sexe féminin.

n.— Deux (2) ou plusieurs établissements commerciaux ou entreprises privées, exploités ou opérés par le même employeur seront considérés comme des unités distinctes et indépendantes aux fins d'application de la convention.

o.— Aux fins de compilation de ces pourcentages, on ne tiendra pas compte des employés qui sont membres de la famille de l'employeur ou de ses associés (c'est-à-dire conjoint, ascendant ou descendant).

p.— Tout travail doit être rémunéré en espèces et au plus tard le vendredi soir.

VII.— a.— Il est expressément stipulé que les salaires qui, lors de l'entrée en vigueur de la convention suront supérieurs à ceux déterminés par ladite convention, ne pourront être diminués de quelque manière que ce soit.

b.— L'employé exécutant plus d'une fonction ou genre de travail faisant l'objet de la convention recevra le salaire pour la charge la mieux rémunérée s'il est établi qu'il emploie plus de 50% de son temps pour cette charge.

c.— Il est interdit, en convenant d'un salaire plus élevé que celui de la convention, de stipuler que le supplément pourra servir à acquitter tout montant dû par l'employeur pour travail supplémentaire.

d.— Si l'employé a des réclamations à faire au sujet de son salaire, il devra les faire à chaque semaine, s'il y a lieu.

VIII.— Les employeurs devront fournir, sur demande, au Comité paritaire la liste de tous leurs employés ainsi que leurs heures de travail leur classification et leur rémunération.

IX.— Administration.— Le Comité paritaire formé conformément à la loi sera chargé de surveiller l'application du présent décret. Il sera composé de représentants de l'Association des Marchands détaillants, succursale de St-Hyacinthe et des représentants du Syndicat national catholique des employés de magasin Inc. de St-Hyacinthe.

X.— Durée de la convention.— La présente convention entrera en vigueur le jour de la publication dans la Gazette officielle de Québec de l'arrêté ministériel l'approuvant et demeurera en vigueur pour une période d'un (1) an à compter de cette date. Elle se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une ou l'autre partie contractante ne donne à l'autre partie, un avis écrit à ce contraire, soixante (60) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente.

5	3	1	1
6	3	2	1
7	4	2	1
8	5	2	1
9	5	3	1
10	6	3	1
11	6	3	2
12	7	3	2
13	8	3	2
14	8	4	2
15	9	4	2
16	9	4	3
17	10	4	3
18	10	5	3
19	11	5	3
20	12	5	3

m.— Only clerks committed to selling as regular employees are counted in the percentage. Such percentage must be calculated distinctly and separately male and for female employees.

n.— Two or more commercial establishments or private concerns exploited or operated by the same employer shall be considered as distinctly separate and independent units for all purposes of the present agreement.

o.— For the purpose of compiling these percentages, employees who belong to the family of the employer or of his partners shall not be taken into account (husband, wife, parent or descendant).

p.— All work shall be remunerated in cash and not later than Friday evening.

VII.— a.— It is expressly stipulated that, when this agreement comes into force, the wages which are higher than those determined by the said agreement shall not be reduced in any way whatsoever.

b.— Employees carrying out simultaneously more than one function or occupation subject to the present agreement shall be paid according to the wage rate established for the highest paid function if it is established that 50% of his time is taken up by that function.

c.— It is forbidden, when agreeing to a higher rate of pay than that of the present agreement, to stipulate that the increase will serve to pay up any amount owed by the employer to the employee for overtime.

d.— If the employee has claims to make concerning his wages, he shall make them every week if necessary.

VIII.— The employers must furnish, the Parity Committee, upon request, the list of all their employees as well as a list of their working hours, their classification, and their remuneration.

IX.— Administration.— The Parity Committee formed according to law will be charged with the supervision of the application of the present agreement. It will be made up of representatives of "L'Association des marchands détaillants, succursale de Saint-Hyacinthe", and of the representatives of the "Syndicat national catholique des employés de magasin inc., de Saint-Hyacinthe".

X.— Duration of the agreement.— The present agreement shall come into force on the day of the publication in the Quebec Official Gazette of the Order-in-Council approving same and shall remain in force for a period of one (1) year thereafter. It shall automatically renew itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other party a written notice to the contrary, sixty (60) days before the expiry of the original term or before the expiry of any subsequent year.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 juillet 1945. 9861-o

Department of Labour,
Quebec, July 7, 1945. 9861-o

**Département du Trésor
Assurances**

**Treasury Department
Insurance**

**AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET
D'ENREGISTREMENT**

**NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND
REGISTRATION**

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Justine", dans le comté de Dorchester, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre, et le vent, les propriétés situées dans les limites de ladite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Notice is hereby given that "la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Justine" in the county of Dorchester, has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extrahazardous risks).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 299, S.R.Q. 1941, ce vingt-sixième jour de juin 1945.

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 299, R.S.Q. 1941), this twenty-sixth day of June 1945.

Pour le Trésorier de la Province,
Le Surintendant des Assurances,
9791-26-2-o GEORGES LAFRANCE.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

**AVIS DE NON-RENOUVELLEMENT DE PERMIS
ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT**

**NOTICE OF NON-RENEWAL OF LICENSE AND
CERTIFICATE OF REGISTRATION**

Avis est par les présentes donné que la Globe and Republic Insurance Company of America, enregistrée sous le numéro 440, a cessé de réaliser des opérations d'assurance dans la Province à compter du 31 décembre 1944 et qu'elle a ré-assuré, conformément aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances, toutes ses obligations avec la New York Fire Insurance Company, de New York, États-Unis d'Amérique, enregistrée sous le numéro 312.

Notice is hereby given that the Globe and Republic Insurance Company of America, registered under number 440, has ceased to transact insurance business in this Province as from the 31st of December 1944 and that it has reinsured, in accordance with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act, all its obligations with the New York Fire Insurance Company, of New York, États-Unis d'Amérique, registered under number 312.

Donné ce 4ème jour de juillet 1945 au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Given this 4th day of July 1945 at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
9851-o Surintendant des assurances.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
9851-o Superintendent of Insurance

**AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE
CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT**

**NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND
CERTIFICATE OF REGISTRATION**

Avis est par les présentes donné que la Caisse Nationale d'Assurance-Vie, enregistrée sous le numéro 464, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2332 qui l'autorise, à compter du 20 avril 1945, à effectuer des contrats relatifs aux classes d'assurance suivantes: vie, accident, maladie; et des contrats d'annuité, de rente viagère et de capitalisation.

Notice is hereby given that the Caisse Nationale d'Assurance-Vie, registered under number 464, has obtained the licence and certificate of registration number 2332 authorizing it, as from the 20th of April 1945, to undertake contracts of the following classes of insurance: life, accident, sickness; and annuity, life rent and capitalization contracts.

Le siège social de la compagnie est situé dans la cité de Montréal, province de Québec.

The head-office of the company is situate in the City of Montreal, Province of Quebec.

Donné ce 29ème jour de juin 1945 au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
9842-27-2-o Surintendant des assurances.

Given this 29th day of June 1945 at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
9842-27-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que la Home Assurance Company of Canada, enregistrée sous le numéro 463, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2260 qui l'autorise, à compter du 1er juillet 1945, à effectuer des contrats relatifs aux classes d'assurance suivantes: incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, explosion, fuite d'eau, grêle, ouragan, tremblement de terre; accident; accidents du travail; automobile; bétail; bris de glace; bris de machine et chaudière à vapeur; dommages à la propriété; garantie; maladie; responsabilité civile; responsabilité de l'employeur; transport intérieur; tremblement de terre; vol.

Le siège social de la compagnie est situé dans la cité de Calgary, province de l'Alberta.

La compagnie a nommé monsieur Harold A. Tansey, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son agent principal et procureur dans la province.

Donné ce 3ème jour de juillet 1945 au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
9843-27-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that the Home Assurance Company of Canada, registered under number 463, has obtained the licence and certificate of registration number 2260 authorizing it, as from the 1st of July 1945, to undertake contracts of the following classes of insurance: fire and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, explosion, falling aircraft, hail, impact by vehicles, water damage, windstorm; accident; automobile; boiler and machinery; earthquake; employers' liability; guarantee; inland transportation; live stock; plate glass; property damage; public liability; sickness; theft; workmen's compensation.

The head-office of the company is situate in the City of Calgary, Province of Alberta.

The company has appointed Mr. Harold A. Tansey, 10 West, St. James Street, Montreal, its principal agent and attorney in the Province.

Given this 3rd day of July 1945 at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
9843-27-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que L'Union Canadienne, Compagnie d'Assurances — The Canadian Union Insurance Company, enregistrée sous le numéro 465, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2334 qui l'autorise à compter du 17 mai 1945, à effectuer des contrats relatifs aux classes d'assurance suivantes: incendie et accessoirement — choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, émeute, explosion, fuite d'eau, fumée, grêle, ouragan, perte de profit ou d'usage.

Le siège social de la compagnie est situé dans la cité de Montréal, province de Québec.

Donné ce 29ème jour de juin 1945 au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
9844-27-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that The Canadian Union Insurance Company — L'Union Canadienne, Compagnie d'Assurances, registered under number 465, has obtained the licence and certificate of registration number 2334, authorizing it as from the 17th of May 1945, to undertake contracts of the following classes of insurance: fire and supplementary thereto — explosion, falling aircraft, hail, impact by vehicles, loss of use and profit, riot, smoke, sprinkler leakage, water damage, windstorm.

The head-office of the company is situate in the City of Montreal, Province of Quebec.

Given this 29th day of June 1945, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
9844-27-2-o Superintendent of Insurance.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE QUÉBEC.— BAR OF QUÉBEC.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.— CANDIDATE FOR THE ADMISSION OF THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet 1945.— Examinations of July, 1945.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Turgeon	Mareel	24	Québec..

Québec, le 23 juin 1945.— Quebec, June 23rd, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ÉDOUARD LALIBERTÉ,
Secretary of the Quebec Bar.

9811-26-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL.— BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.— CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens du 2 juillet 1945.— Examinations of July 2, 1945.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Cardinal	Jean-Paul	22	Montréal.
Carignan	Pierre	23	Lachine.

Montréal, le 28 juin 1945.— Montreal, June 28th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Montréal,
GUY FAVREAU,
Secretary of the Bar of Montreal.

9813-26-2-o

BARREAU DE MONTREAL.— BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.— CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1945.— Examinations of July, 1945.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Gollèges Colleges
de Grandpré	Pierre	18	Outremont	Collège Brébeuf.
Guay	Pierre-Jacques	19	Outremont	Collège Loyola.

Montréal, le 26 juin 1945.— Montreal, June 26th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Montréal,
GUY FAVREAU,
Secretary of the Bar of Montreal.

9812-26-2-o

BARREAU DES TROIS-RIVIERES.— BAR OF TROIS-RIVIERES.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.— CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1945.— Examinations of July, 1945.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Paul	Rémi	24	Louiseville	Séminaire St-Joseph des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, le 27 juin 1945.— Trois-Rivières, June 27th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
JACQUES LACOURSIÈRE,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

9814-26-2-o

BARREAU DE HULL.— BAR OF HULL.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.— CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet, 1945.— Examinations of July, 1945.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Mougeot	Lionel	21	Masson	Université d'Ottawa

Hull le 28 juin 1945.— Hull June 28 th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
JAMES A. MILLAR,
Secretary of the Bar of Hull.

9863-27-2-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, le 14 juin 1945.

M. Gérard LeMay, de Québec, membre du barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 7 juin 1945.

M. Wilbert B. Doubleday, du ministère fédéral des transports, stationné à Port Harrison: nommé, concurrentement avec les autres personnes qu'il est ou qui pourront dans la suite être nommées, pour les territoires d'Abitibi, d'Ashuanipi, de Mistassini et du Nouveau Québec:

A — Juge de paix ayant les pouvoirs de deux juges de paix, tel que prévu aux articles 22 et 27 de la Loi de la division territoriale, chapitre 3 des Statuts refondus de Québec, 1941, et 360 de la Loi des tribunaux judiciaires, chapitre 15, des Statuts refondus de Québec, 1941;

B — Coroner.

Québec, le 21 juin 1945.

M. Edgar Champoux, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Québec: juge de la Cour des jeunes délinquants de Québec, à compter du premier juillet 1945.

M. Émile Morin, actuellement recorder de la cité de Québec: recorder en chef de la Cour du recorder de la cité de Québec.

M. Jean Mercier, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Québec: Recorder pour la cité de Québec, pour présider la Cour du recorder de la cité de Québec, à compter du 7 juillet 1945. 9859-0

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Québec, June 14th 1945.

Mr. Gérard LeMay, of Québec, member of the Bar of the Province: King's Council.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, June 7th 1945.

Mr. Wilbert B. Doubleday, of the Federal Department of Transport, stationed at Port Harrison: appointed, concurrently with other persons are or who may hereafter be appointed, for the territories of Abitibi, Ashuanipi, Mistassini and New Quebec:

A — Justice of the Peace with the powers of two Justices of the Peace, as set forth in sections 22 and 27 of the Territorial Division Act, chapter 3 of the Revised Statutes of Québec, 1941, and 360 of the Courts of Justice Act, chapter 15, of the Revised Statutes of Québec, 1941;

B — Coroner.

Québec, June 21st, 1945.

Mr. Edgar Champoux, advocate and King's Council, of the city of Québec: to be a Judge of the Court of Juvenile Delinquents' of Québec, as from the first or July, 1945.

Mr. Émile Morin, actually recorder of the city of Québec: to be chief recorder of the Recorder's Court of Québec.

Mr. Jean Mercier, advocate and King's Council of the city of Québec: to be Recorder for the city of Québec, to preside over the Recorder's Court of the city of Québec, as from the 7th of July, 1945 9859

Vente pour taxes municipales

Province de Québec, District de Richelieu

CITÉ DE SOREL

Avis public, est, par les présentes, donné que la Commission Municipale de Québec, par un arrêté en date du 18 juin 1945, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation de la Cité de Sorel, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil de l'Hôtel de Ville, le VINGT CINQUIÈME jour de JUILLET 1945, à DEUX heures de l'après-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les meubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 31 décembre 1943 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Sale for Municipal Taxes

Province of Québec, District of Richelieu

CITY OF SOREL

Public notice is hereby given that the Québec Municipal Commission, by an Order dated the 18th June, 1945, has ordered the undersigned pursuant to the provisions of section 54 of the Québec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941 chapter 207) to sell the immovables hereinunder designated for payment of arrears of taxes due the Municipal Corporation of the City of Sorel with interest and costs, and that, consequently the said immovables will be sold by public auction in the Council Hall of the City Hall, on the TWENTY-FIFTH day of JULY, 1945, at TWO o'clock in the afternoon.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereon taxes, becoming exigible on or before December 31st, 1943, shall have been paid before the time of the sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice shall be made subject to right of redemption.

Celle de l'immeuble décrit dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, ledit immeuble étant un terrain vague d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

That of the immovable described in the second section shall be final and without right of redemption, pursuant to the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, said immovable being a vacant lot of land of municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

PREMIERE SECTION

FIRST SECTION

IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

IMMOVABLES SUBJECT TO RIGHT OF REDEMPTION

1.— Lucien Badeau.— Le lot numéro 388 et bâtisses y érigées.

2.— Louis Côté.— Bâtisses seulement y érigées sur les lots P. 39 et P. 40.

3.— Marie-Anne Gagnon.— Un emplacement situé en la cité de Sorel sur le côté sud de la rue Charlotte, connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Sorel, comme faisant partie du lot numéro partie sept-cent soixante et quatre, mesurant dix-sept pieds et demi de front sur la rue Charlotte par soixante et six pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front par la rue Charlotte, en profondeur par partie du dit lot 764 appartenant à Dame Vinelda Hurteau, à l'ouest par autre partie du dit lot 764 appartenant aux ayants droit d'Isaie Beaudry, et à l'est par autre partie du dit lot 764, appartenant à Hector Grimard, avec la moitié est de la maison en brique et du hangar y érigés, avec droit de passage mitoyen et sujet à tels droits de passage mitoyen sur partie du dit lot 764, tel qu'établi en l'acte enregistré au bureau d'enregistrement de la Division de Richelieu sous le N° 51334.

4.— Antoinette Champagne.— Un emplacement situé en la cité de Sorel, sur le côté nord de la rue Adélaïde étant les trente-trois pieds ouest des lots de terre numéro quatre-vingt quatorze, quatre-vingt dix-sept et quatre-vingt-dix-huit (P. N° 94-97-98) du cadastre pour la ville de Sorel, borné au nord par le lot N° 93, à l'est par autre partie des dits lots N° 94-97-98, au sud par la rue Adélaïde et à l'ouest par l'emplacement ci-devant occupé comme marché à foin, mesurant trente-trois pieds de largeur par cent trente-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, et longeant l'emplacement ci-devant marché à foin, avec bâtisses y érigées.

5.— Blanche Grimard.— Le lot numéro 1167 et bâtisses y érigées.

6.— Succ. Ulric (Cléophas) Hébert.— Bâtisses seulement érigées sur le lot N° 1219-4.

7.— Ernest Lamothe.— Le lot numéro 11/256 et bâtisses y érigées.

8.— Olitor Ménard.— Les lots numéros 467 et 468 et bâtisses y érigées.

9.— Léopold Métivier.— Un terrain situé en la cité de Sorel, du côté ouest du chemin de ligne faisant partie du lot numéro douze (P. 12) du cadastre de la ville de Sorel, mesurant quarante pieds de largeur par trois cents pieds en profondeur, tenant en front le chemin de ligne, en profondeur et du côté sud autre partie du même lot du vendeur et du côté nord le terrain que le vendeur a vendu à M. Wilfrid Beauceage avec bâtisses y érigées.

10.— Georges et Antoine Niquette.— Le lot numéro 22a.

11.— Mme Elisabeth Paquin.— Le lot numéro 1193-2 et 3 avec bâtisses y érigées.

12.— Léonidas Potvin.— Bâtisses seulement érigées sur le lot numéro 1189.

13.— Noël Robillard.— Un terrain situé en la cité de Sorel, sur le côté sud de la rue Adélaïde, connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Sorel, comme étant le lot numéro onze cent quatre-vingt (N° 1180) et comme faisant partie du lot numéro onze cent quatre-vingt un (Ptie 1181) mesurant quarante-quatre pieds de front sur une profondeur d'environ cent trente-cinq à cent trente-neuf pieds, plus ou moins, et là se rétrécissant à angle droit, vers l'ouest d'environ vingt-deux pieds sur une profondeur additionnelle de soixante à soixante quatre pieds, le tout plus ou moins, de mesure anglaise, et sans garantie de mesure précise, le plus ou moins quel qu'il soit devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur; le dit terrain borné comme suit: en front ou au nord par la rue Adélaïde, en profondeur à autre partie du dit lot N° 1181 et au lot N° 1187, propriété de M. L. Simard, à l'ouest au lot N° 1179, propriété de Jos. Ayotte, et d'autre côté à l'est à parties des Nos 1182 et 1183, propriété d'Antonio Salvas, et à autre partie de 1181, propriété de L. Simard avec les bâtisses y érigées.

14.— Noël Robillard.— Un emplacement situé à l'encoignure de la rue du Roi et de la rue du Fort, en la cité de Sorel, dans la province de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision du lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quatre (484

1.— Lucien Badeau.— Lot number 388 and buildings thereon erected.

2.— Louis Côté.— Buildings only, erected on lots P. 39 and P. 40.

3.— Marie-Anne Gagnon.— An emplacement situate in the City of Sorel, on the South side of Charlotte street, known and designated on the official cadastre for the Town of Sorel as forming part of lot number part seven hundred and sixty-four, measuring seventeen and one half feet in front on Charlotte street by sixty-six feet in depth, English measure, bounded in front by Charlotte street, on the depth by part of said lot 764 belonging to Dame Vinelda Hurteau, on the West by another part of said lot 764 belonging to the assigns of Isaie Beaudry, and on the East by another part of said lot 764 belonging to Hector Grimard with the East half of the brick house and of the shed thereon erected, with party (mitoyen) right of way and subject to such party (mitoyen) rights of way upon part of said lot 764 as established by deed registered at the Registry Office of the Division of Richelieu, under No. 51334.

4.— Antoinette Champagne.— An emplacement situate in the City of Sorel, on the North side of Adélaïde street, being the West thirty-three feet of lots of land numbers ninety-four, ninety-seven and ninety-eight (Pt. Nos. 94-97-98) of the cadastre for the town of Sorel, bounded on the North by lot No. 93, on the East by another part of said lots Nos. 94-97-98, on the South by Adélaïde street and on the West by the emplacement heretofore occupied as a hay-market, measuring thirty-three feet in width by one hundred and thirty-two feet in depth, English measure, and running along the emplacement of the heretofore hay-market — with buildings thereon erected.

5.— Blanche Grimard.— Lot number 1167 and buildings thereon erected.

6.— Est. Ulric (Cléophas) Hébert.— Buildings only, erected on lot No. 1219-4.

7.— Ernest Lamothe.— Lot number 11/256 and buildings thereon erected.

8.— Olitor Menard.— Lots numbers 467 and 468 and buildings thereon erected.

9.— Léopold Métivier.— A lot of land situate in the City of Sorel, on the West side of the line road (chemin de ligne) forming part of lot number twelve (Pt. 12) of the cadastre for the town of Sorel, measuring forty feet in width by three hundred feet in depth, bounded in front by the line road (chemin de ligne), on the depth and on the South side by another part of said lot of the vendor, and on the North side the land which the vendor has sold to Mr. Wilfrid Beauceage — with buildings thereon erected.

10.— Georges and Antoine Niquette.— Lot number 22a.

11.— Mme Elisabeth Paquin.— Lot number 1193-2 and 3 — with buildings thereon erected.

12.— Léonidas Potvin.— Buildings only erected on lot number 1189.

13.— Noël Robillard.— A lot of land situate in the City of Sorel, on the South side of Adélaïde street, known and designated on the official cadastre for the town of Sorel as being lot number eleven hundred and eighty (No. 1180) and as forming part of lot number eleven hundred and eighty-one (Pt. 1181), measuring forty-four feet in front by a depth of about one hundred and thirty-five to one hundred and thirty-nine feet, more or less, thence narrowing in a right angle towards the West of about twenty-two feet by an additional depth of sixty to sixty-four feet, the whole more or less, English measure and without guarantee of exact measurement, the more or the less whatever it may be, being the profit or less of the purchaser; the said land bounded as follows: in front or on the North by Adélaïde street, on the depth by another part of said lot No. 1181 and by lot No. 1187 property of Mr. L. Simard, on the West by lot No. 1179 property of Jos. Ayotte and on the other side on the East by parts of Nos. 1182 and 1183 property of Antonio Salvas, and another part of 1181, property of L. Simard — with the buildings thereon erected.

14.— Noël Robillard.— An emplacement situate at the corner of Roi and "du Fort" streets, in the city of Sorel, in the Province of Québec, known and designated as being lot number two of the subdivision of lot number one of the official subdivision of lot number four hundred and eighty-four (484 1 and 2) on the

1 et 2) sur le plan et livre de renvoi officiel de la ville de Sorel, contenant un terrain de forme irrégulière mesurant environ en profondeur d'un côté soixante et quatorze pieds et six pouces (74'6") et de l'autre côté cent douze pieds (112) sur une largeur d'environ 69' soixante et neuf pieds, tenant en front la ruelle du Fort, tenant en profondeur et du côté est autres parties de lot numéro quatre-cent quatre-vingt-quatre un et deux (484-1-2) et du côté ouest le terrain du Gouvernement Fédéral et bâtisses y érigées.

15.— Alexandre Trempe.— Le lot numéro 428 et bâtisses y érigées.

16.— Emile Trempe.— Le lot numéro 763 et bâtisses y érigées.

DEUXIEME SECTION

IMMEUBLES NON SUJET AU DROIT DE RETRAIT

17.— Marcel Gendron.— Une lisière de terrain situé en la cité de Sorel, côté est du chemin de ligne, formé du lot numéro trente-sept (37-156) du cadastre de la ville de Sorel (à distraire la partie du dit lot vendue à la cité de Sorel pour l'élargissement du chemin de ligne) et de la partie y attenante à l'arrière de la partie non subdivisée du lot numéro trente-sept (P. 37) du même cadastre, mesurant trente-trois pieds, de largeur sur trois cents pieds plus ou moins de profondeur, de mesure anglaise, tenant en front le chemin de ligne, en profondeur autre partie du N° 37 de M. Eugène Mongeau du côté nord le N° 37-155 et partie du N° 37 et du côté sud le N° 37-157 et autre partie du N° 37, laquelle lisière de terre est actuellement ouverte comme rue pour l'utilité des emplacements qui la bordent de chaque côté.

Les dits lots et parties de lots sont du cadastre officiel de la ville de Sorel.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette aux dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Sorel, ce vingt-sixième jour de juin 1945.

(Seau)
9787-26-2-o

Le Greffier,
THÉODORE BARDIER.

official plan and in the book of reference for the town of Sorel, containing a lot of land of irregular figure measuring about, in depth, on one side, seventy-four feet and six inches (74'6") and on the other side one hundred and twelve feet (112) by a width of about 69' sixty-nine feet, bounded in front by the "du Fort" lane, on the depth and on the East side, other parts of lot number four hundred and eighty-four one and two (484-1-2) and on the West side by the land of the Federal Government — and buildings thereon erected.

15.— Alexandre Trempe.— Lot number 428 and buildings thereon erected.

16.— Emile Trempe.— Lot number 763 and buildings thereon erected.

SECOND SECTION

IMMOVABLES NOT SUBJECTS OF RIGHT OF REDEMPTION

17.— Marcel Gendron.— A strip of land situate in the City of Sorel, East side of the line road (chemin de ligne) formed of lot number one hundred and fifty-six of the subdivision of lot number thirty-seven (37-156) on the cadastre for the town of Sorel (to be deducted the part of sold lot sold to the city of Sorel for the widening of the line road (chemin de ligne) and the part adjoining same in rear of the unsubdivided part of lot number thirty-seven (pt. 37) of said cadastre, measuring thirty-three feet in width by three hundred feet, more or less, in depth, English measure, bounded in front by the line road (chemin de ligne), on the depth by another part of No. 37 of M. Eugène Mongeau on the North side No. 37-155 and part of No. 37, and on the South side No. 37-157 and other part of No. 37, said strip of land being actually open, as a street for the use of the emplacements bordering it on each side.

The said lots and parts of lots are of the official cadastre for the town of Sorel.

The adjudication price of each of these immovables shall be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to the provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Sorel, this twenty-sixth day of June, 1945.

(Seal)
9787-26-2

THEODORE BARDIER,
Clerk.

VENTES PAR SHERIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Fieri Facias de Terris.

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 1722

RICHARD H. WRIGHT, demandeur vs LES HÉRITIERS DE LA SUCCESSION DE FEU JOHN E. WRIGHT, défendeurs.

Canada, Province de Québec, District of Bedford, Superior Court, No. 1722

RICHARD H. WRIGHT, Plaintiff, vs THE HEIRS OF THE ESTATE OF THE LATE JOHN E. WRIGHT, Defendants.

Comme appartenant aux défendeurs.

As belonging to the defendants.

Ces certaines parcelles de terrain situées et se trouvant dans le canton de Bolton, district de Bedford, connues comme étant les lots numéros cent soixante-huit (168), cent soixante-treize (173), cent soixante-quatorze (174), cent soixante-quinze (175) et cent soixante-seize (176) aux plan du cadastre et livre de renvoi officiels pour ledit canton de Bolton, contenant en tout deux cent vingt-sept acres de terrain en superficie, plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées et faites.

Those certain pieces of land situate and lying in the Township of Bolton, District of Bedford, known as lots numbers one hundred and sixty-eight (168), one hundred and seventy-three (173), one hundred and seventy-four (174), one hundred and seventy-five (175) and one hundred and seventy-six (176) of the official cadastral plan and in the book of reference for the said Township of Bolton, containing in the aggregate two hundred and twenty-seven acres of land in superficies, more or less, with all the buildings thereon erected and made.

Pour être vendues en bloc à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Étienne de Bolton à St-Étienne de Bolton, dit district, le HUITIÈ-

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the Parish of St. Etienne de Bolton, at St. Etienne de Bolton, said District, on the

ME jour d'AOUT 1945, à DIX heures du matin.

EIGHT day of AUGUST, 1945, at TEN of the CLOCK in the FORENOON.

Bureau du shérif, Le Shérif,
Sweetsburg, Qué., 4 juillet 1945. A. ST-MARTIN.
[Première insertion, 7 juillet 1945.] 9849-27-2

Sheriff's Office, A. ST. MARTIN,
Sweetsburg, Que., July 4th., 1945. Sheriff.
[First insertion, July 7th, 1945.] 9849-27-2-o

IBERVILLE

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District d'Iberville
Saint-Jean, à savoir: } **DAVID LORD**, de la
Numéro 5341 } cité de Saint-Jean,
district d'Iberville, faisant affaires sous le nom
et la raison sociale de **FERRONNERIE IDÉAL**,
demandeur; vs **ALFRED SURPRENANT**, du
même lieu, défendeur.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Iberville
Saint-Jean, to wit: } **DAVID LORD**, of the
Number 5341 } city of Saint-Jean,
district of Iberville, doing business under the
name and social reason of **FERRONNERIE**
IDÉAL, plaintiff; vs **ALFRED SURPRENANT**,
of the same place, défendant.

Un emplacement situé dans la cité de Saint-Jean, connu et désigné comme étant les lots numéros neuf cent cinquante-cinq et neuf cent cinquante-trois-A (955 et 953-A) du cadastre officiel de la dite cité de Saint-Jean, avec bâtisses y érigées, et actuellement en la possession de Alfred Surprenant, de la dite cité de Saint-Jean, comme lui appartenant.

An emplacement situate in the city of Saint-Jean, known and designated as being the lots number nine hundred and fifty-five and nine hundred and fifty-three-A (955 and 953-A) of the official cadastre of the said city of Saint-Jean, with buildings upon erected, and actually in the possession of Alfred Surprenant, of the said city of Saint-Jean, as belonging to him.

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Saint-Jean, le HUITIEME jour d'AOUT, 1945, à ONZE heure de l'avant-midi.

To be sold at the Sheriff's office, in the Court House, at Saint-Jean, on the EIGHTH of AUGUST, 1945, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Saint-Jean le 3 juillet 1945. ADELARD FORGET.
[Première insertion le 7 juillet 1945] 9848-27-2-o

Sheriff's Office, ADELARD FORGET,
Saint-Jean, July 3rd, 1945. Sheriff.
[First insertion, July 7th, 1945] 9848-27-2-o

KAMOURASKA

KAMOURASKA

Cour Supérieure — District de Kamouraska
N° 9896 } **L.-P. OUELLET**, commer-
çant de la paroisse de
Notre-Dame du Lac, demandeur; vs **PIERRE**
MOREAU, de St-Michel de Squateck, défendeur.

Superior Court — District of Kamouraska
No. 9896 } **L.-P. OUELLET**, trader of
the parish of Notre-Dame
du Lac, plaintiff; vs **PIERRE MOREAU**, of
St-Michel de Squateck, defendant.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-sept (27) du rang dix (10), canton Auclair avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A lot of land known and designated as number twenty-seven (27) of range ten (10), township Auclair — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu MERCREDI, le HUITIEME jour de AOUT 1945, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de St-Michel de Squateck.

To be sold on WEDNESDAY the EIGHTH day of AUGUST, 1945, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of the parish of St-Michel de Squateck.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Rivière-du-Loup, 3 juillet 1945. E. A. DOUCET.
[Première insertion, 7 juillet 1945] 9845-27-2-o

Sheriff's Office, E. A. DOUCET,
Rivière-du-Loup, July 3rd, 1945. Sheriff.
[First insertion, July 7th, 1945] 9845-27-2

MONTREAL

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: } **DAME AMELIA**
N° 217074 } **PRENDT**, épouse é-
galemeut séparée de corps et de biens de Georges
Imasuk, demanderesse, vs **DAME KATHLEEN**
MICHALSZYN, veuve de feu Wasył Walika,
es-nom. & es-qual., defenderesse.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: } **DAME AMELIA**
No. 217074 } **PRENDT**, wife judi-
cially separate as to bed and board of George
Imasuk, Plaintiff, vs **DAME KATHLEEN**
MICHALSZYN, widow of the late Wasył Walika,
es nom. & es qual., Defendant.

"Deux lots de terre situés dans la ville de LaSalle, dans le district de Montréal, ayant front sur la septième avenue dans ladite ville de LaSalle, et connus et désignés comme étant les subdivisions 795 et 796 du lot originaire N° 996 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, dans le district de Montréal."

"Two lots of land situate in the Town of LaSalle, in the district of Montreal, fronting on Seventh Avenue in the said Town of LaSalle, and known and designated as subdivisions 795 and 796 of the original lot No. 996 of the official Plan and Book of Reference of the Parish of Lachine, in the District of Montreal."

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le 10ième jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the 10th day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

Bureau du shérif, Le Shérif,
Montréal, 3 juillet 1945. L. P. CAISSE.
9853-27-2
[Première insertion, 7 juillet 1945.]

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, July 3rd, 1945. Sheriff.
9853-27-2-o.
[First insertion, July 7th, 1945.]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: } SCOTTISH UNION
 No. 235405 } AND NATIONAL IN-
 SURANCE COMPANY, demanderesse, vs GE-
 RALD A. SHANE, défendeur, & EDGAR N.
 HOWELL, curateur au délaisement, mis-en-
 cause.

Comme appartenant au défendeur mais en la possession du curateur au délaisement.

"Ce certain emplacement situé du côté sud-est de la rue Ste-Catherine ouest, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant une partie de la subdivision numéro quatre du lot numéro mille trois cent quarante-cinq (1345-ptie-4) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine de ladite cité de Montréal, ladite partie mesurant environ dix-neuf pieds et six pouces de largeur par quatre-vingt-dix pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: En front au nord-ouest par ladite rue Ste-Catherine ouest, en arrière par une ruelle connue comme étant la subdivision numéro quatorze A dudit lot (1345-14A), d'un côté au nord-est par le résidu de ladite subdivision numéro quatre dudit lot (1345-4) et de l'autre côté au sud-ouest par la subdivision numéro trois dudit lot (1345-3), le tout plus amplement décrit sur un plan préparé par Malcom D. Barclay, A.G.Q., le vingt-deuxième jour de décembre, mil neuf cent vingt-sept (1927). Avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques sept cent huit et sept cent dix (708 et 710) de ladite rue Ste-Catherine ouest, avec le droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle en arrière et dans les ruelles portant les numéros dix-huit A et trente A (Nos 18A et 30A)."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 10ième jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$8,300 sera exigé de tout offrant et enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Forest, en date du 26 juin 1945.

Bureau du shérif, Le Shérif,
 Montréal, 3 juillet 1945. L. P. CAISSE.

9854-27-2.

[Première insertion, 7 juillet 1945.]

Fieri Facias de Terris

Cour de Circuit — District de Montréal

Montréal, à savoir: } LES COMMISSAIRES
 N° 235309 } D'ÉCOLES POUR LA
 MUNICIPALITÉ DU VILLAGE ST-LAURENT, demandeurs, vs LES HÉRITIERS DE
 DAME MARIE-EUGÉNIE BOURDEAU, veuve de Adrien Lefrançois, et JEAN-BAPTISTE
 LEFRANÇOIS, défendeurs.

1° Un emplacement connu et désigné comme étant la partie sud-ouest d'un lot de terre situé en la Ville St-Laurent, connu sous le numéro 421 (P.S.O.) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, de la contenance de quarante pieds de front sur toute la profondeur qu'il peut y avoir et bornés cette dite partie sud-ouest, en front par le chemin public, en arrière par les lots numéros ci-après décrits en deuxième et troisième lieu, d'un côté au sud par le résidu du lot présentement décrit et de l'autre côté au nord par le lot numéro 422 avec bâtisses dessus construites."

2° Un autre emplacement sis et situé en la dite ville St-Laurent, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, sous le numéro 453 subdivision officielle numéro 41 (453-41), borné en front vers le sud-

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: } SCOTTISH UNION AND
 No. 235405 } NATIONAL INSURAN-
 CE COMPANY, Plaintiff, vs GERALD A.
 SHANE, Defendant, & EDGAR N. HOWELL,
 curator to the surrender, mis-en-cause.

As belonging to the defendant but in the possession of the curator to the surrender.

"That certain emplacement situate on the south-east side of St. Catherine Street West in the City of Montreal known and designated as part of subdivision number four of lot number one thousand three hundred and forty-five (1345-Pt-4) on the Official Plan and Book of Reference of the St-Antoine Ward of the said City of Montreal, said part measuring about nineteen feet six inches in width by ninety feet six inches in depth, English measure and more or less and bounded as follows: In front to the north-west by said St-Catherine Street West, in rear by a lane known as subdivision number fourteen A of the said lot (1345-14A), on one side to the north-east by the residue of the said subdivision number four of the said lot (1345-4) and on the other side to the south-west by subdivision number three of the said lot (1345-3) the whole more fully described on a plan prepared by Malcolm D. Barclay, Q.L.S., on the twenty-second day of December, nineteen hundred and twenty-seven (1927). With the buildings thereon erected bearing the civic numbers seven hundred and eight and seven hundred and ten (708 and 710) of said St-Catherine Street West, with the right of way in common with others in the lane in rear and in the lanes bearing the numbers eighteen A and thirty A (Nos. 18A and 30A)."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the 10th day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$8,300.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated June 26th 1945. Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
 Montreal, July 3rd, 1945. Sheriff.

9854-27-2-o.

[First insertion, July 7th, 1945.]

Fieri Facias de Terris

Circuit Court — District of Montreal

Montreal, to wit: } THE SCHOOL COMMIS-
 No. 235309 } SIONERS FOR THE
 MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-LAURENT, plaintiffs; vs THE HEIRS OF
 DAME MARIE-EUGÉNIE BOURDEAU, widow of Adrien Lefrançois; et JEAN-BAPTISTE
 LEFRANÇOIS, defendants.

1. An emplacement known and designated as being the South-west part of a lot of land situate in the Town of St-Laurent, known under number 421 (S.W.Pt.) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Laurent, measuring forty feet in front by all the depth that there may be and bounded, this said Southwest part, in front by the public road, in rear by the lot numbers hereinafter secondly and thirdly described, on one side to the South by the residue of the lot presently described and on the other side to the North by lot number 422, with the buildings thereon erected.

2. Another emplacement lying and situate in the said Town of St-Laurent, known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Laurent, under number 453 official subdivision number 41

ouest par le lot numéro 453-32, en arrière vers le nord-est par le lot 421, du côté nord-ouest par le lot 453-42, du côté sud-est par le lot 453-40, mesurant 40 pieds de largeur par 108 pieds et 11 pouces dans la ligne sud-est et 108 pieds et 8 pouces dans la ligne nord-ouest, formant 4351 pieds et 66 pouces en superficie, mesure anglaise.

3° Un autre emplacement situé en la ville St-Laurent, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Laurent, comme étant la partie sud du lot de terre connu sous le numéro 453 de la subdivision officielle du lot numéro 42, borné en front vers le sud-ouest par le lot numéro 453-32, en arrière vers le nord-est par les lots numéro 421 et 422, du côté nord-ouest par le lot 453-43, du côté sud-est par le lot 453-41, mesurant 40 pieds de largeur par 108 pieds et 8 pouces dans la ligne sud-est et 108 pieds et 5 pouces dans la ligne nord-ouest, formant 4341 pieds et 66 pouces en superficie, mesure anglaise.

Pour être vendu "en bloc" à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$882.00 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Bertrand, en date du 3 juillet 1945.

Bureau du Shérif,
Montréal, 3 juillet 1945.
[Première insertion, 7 juillet 1945]

Le Shérif,
L.-P. CAISSE.
9852-27-2

(453-41), bounded in front towards the South west by lot number 453-32, in rear towards the Northeast by lot 421, on the Northwest side by lot 453-42, on the Southeast side by lot 453-40, measuring 40 feet in width by 108 feet and 11 inches in the Southeast line and 108 feet and 8 inches in the Northwest line, forming 4351 feet and 66 inches in superficial area, English measure.

3. Another emplacement situate in the Town of St-Laurent, known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Laurent, as being the South part of the lot of land known under number 453 of the official subdivision of lot number 42, bounded in front towards the Southwest by lot number 453-32, in rear towards the Northeast by lots numbers 421 and 422, on the Northwest side by lot 453-43, on the Southeast side by lot 453-41, measuring 40 feet in width by 108 feet and 8 inches in the Southeast line and 108 feet and 5 inches in the Northwest line, forming 4341 feet and 66 inches in superficial area, English measure.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Montreal, on the TENTH of AUGUST next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

A deposit of \$892 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bertrand, dated July 3rd, 1945.

Sheriff's Office,
Montreal, July 3rd, 1945.
[First insertion, July 7th, 1945.]

L.-P. CAISSE,
Sheriff.
9852-27-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: } FRANK WILSON, de-
No 236100 } mandeur vs VILDAC
RHEAUME, défendeur, TÉLESPHORE BRAS-
SARD, mis-en-cause, es-qualité.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Prud'Homme, en la Cité de Montréal, connu comme étant la subdivision numéro Deux de la subdivision numéro Trois Cent Cinq du lot originaire numéro Cent Quatre Vingt et la subdivision numéro Un de la subdivision numéro Trois Cent Six du lot originaire numéro Cent Quatre Vingt (180-305-2 et 180-306-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt pieds (20') de largeur par Quatre vingt-treize pieds et Six pouces (93'6") de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins, avec une maison portant les numéros civiques 1028 et 1030 de l'Avenue Prud'Homme, et les autres bâtisses y érigées, et avec le droit de passage en commun avec tous autres dans la ruelle conduisant à cet emplacement.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le 17 AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Montréal, 4 juillet 1945.
[Première insertion, 7 juillet 1945]

Le Shérif,
L.-P. CAISSE.
9855-27-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: } FRANK WILSON, plain-
No. 236100 } tiff; vs VILDAC
RHEAUME, defendant; & TÉLESPHORE
BRASSARD, es-qualité, mis-en-cause.

An emplacement fronting on Prud'Homme avenue, in the city of Montreal, known as being subdivision number two of subdivision number three hundred and five of original lot number one hundred and eighty and subdivision number one of subdivision number three hundred and six of original lot number one hundred and eighty (180-305-2 and 180-306-1) on the official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Montreal, measuring twenty feet (20') in width by ninety-three feet and six inches (93'6") in depth, English measure and more or less — with a house bearing civic numbers 1028 and 1030 Avenue Prud'Homme, and the other buildings thereon erected, and with right of way in common with all others in the lane leading to the said emplacement.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Montreal, July 4th, 1945.
[First insertion, July 7th, 1945]

L.-P. CAISSE,
Sheriff.
9855-27-2

QUEBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: } WALTER ARCHIBALD,
N° 48652 } plâtrier, domicilié à
Montmorency Village, P. Q., contre Dame
YVETTE VERVILLE, épouse contractuellement séparée de biens de J.-Roland Lessard, voyageur, tous deux domiciliés à 130 avenue Marguerite Bourgeoise, en les cité et district de

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: } WALTER ARCHIBALD,
No. 48652 } plasterer, domiciled at
Montmorency Village, P. Q., against Dame
YVETTE VERVILLE, wife separate as to property by marriage contract of J.-Roland Lessard, traveller, both domiciled at 130 Marguerite Bourgeoise avenue, in the city and district of

Québec, et le dit J.-ROLAND LESSARD, pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, à savoir:

Les subdivisions 169, 170, 171-3-P. (cent soixante-neuf, cent soixante-dix, cent soixante-onze-2-P.) du lot N° 48-A (quarante-huit-A) du cadastre officiel de Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant des emplacements situés Avenue Marguerite Bourgeoise, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 4 juillet 1945.
[Première insertion, 7 juillet 1945]
[Seconde insertion, 21 juillet 1945]

Le Shérif,
L. LAPIERRE.
9846-27-2-0

Québec, and the said J.-ROLAND LESSARD, to authorize and assist his wife for the purposes hereof, to wit:

Subdivisions 169, 170, 171-2-P. (one hundred and sixty-nine, one hundred and seventy, one hundred and seventy-one-2-P.) of lot No. 48-A (forty-eight-A) of the official cadastre for Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm Ward, of the city of Québec, being emplacements situate on Marguerite Bourgeoise Avenue — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the city of Québec, on the TENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, July 4th, 1945.
[First insertion, July 7th, 1945]
[Second insertion, July 21st, 1945]

L. LAPIERRE,
Sheriff.
9846-27-2

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC
N° 1889/40 } contre Dame JOSEPH
SIMARD, de Montréal, veuve de feu Joseph
Simard, en son vivant employé civil, à savoir:

1° La subdivision N° 149 (cent quarante-neuf) du lot N° 2344 (deux mille trois cent quarante-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé à l'endroit appelé "Bijouville", sur l'avenue Lesage, mesurant 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, circonstances et dépendances.

2° La subdivision N° 150 (cent cinquante) du lot N° 2344 (deux mille trois cent quarante-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé à l'endroit appelé "Bijouville", sur l'avenue Lesage, mesurant 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, circonstances et dépendances.

Pour être vendues "en bloc" à mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 4 juillet 1945.
[Première insertion, 7 juillet 1945]
[Seconde insertion, 21 juillet 1945]

Le Shérif,
L. LAPIERRE.
9847-27-2-0

Fieri Facias
Recorder's Court

Québec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC:
No. 1889/40 } against Dame JOSEPH
SIMARD, of Montreal, widow of the late Joseph
Simard, in his lifetime a civil employee, to wit:

1. Subdivision No. 149 (one hundred and forty-nine) of lot No. 2344 (two thousand three hundred and forty-four) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being an emplacement situate at the place called "Bijouville", on Lesage avenue, measuring 25 feet in front by 100 feet in depth, circumstances and dependencies.

2. Subdivision No. 150 (one hundred and fifty) of lot No. 2344 (two thousand three hundred and forty-four) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being an emplacement situate at the place called "Bijouville", on Lesage avenue, measuring 25 feet in front by 100 feet in depth, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Québec, on the TENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, July 4th, 1945.
[First insertion, July 7th, 1945]
[Second insertion, July 21st, 1945]

L. LAPIERRE,
Sheriff.
9847-27-2

TROIS-RIVIERES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada } J.-ALPHONSE
Province de Québec } FERRON, no-
District des Trois-Rivières: } taire, de la ville de
N° 7645 } Louiseville, dans
le district des Trois-Rivières, demandeur, vs
DONAT DESCHENES, journalier, de la pa-
roisse de St-Paulin, dans le district des Trois-
Rivières, défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de St-Paulin, comme connu et désigné sous le numéro cinquante sept (N° 57), de la subdivision officielle du lot numéro quatre vingt deux (N° 82), aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-Paulin, avec bâtisses y érigées et le droit de passage à pieds et en voiture pour l'acquéreur et ses représentants, en commun avec ceux qui y ont droit et ce à perpétuité, sur les rues portant les numéros 14, 52 et 64 de la dite subdivision.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Paulin, comté de Maskinongé,

TROIS-RIVIERES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada } J.-ALPHONSE
Province of Quebec } FERRON, no-
District of Trois-Rivières: } tary, of the town
No. 7645 } of Louiseville, in
the district of Trois-Rivières, plaintiff; vs DO-
NAT DESCHENES, labourer, of the parish of
St-Paulin, in the district of Trois-Rivières, de-
fendant.

An emplacement situate in the parish of St-Paulin, known and designated under number fifty-seven (No. 57) of the official subdivision of lot number eighty-two (No. 82) of the official plan and book of reference for the parish of St-Paulin — with buildings thereon erected, and right of way on foot and in vehicle, for the purchaser and his representatives, in common with those having rights therein, and such, in perpetuity, in the streets bearing numbers 14, 52 and 64 of the said subdivision.

To be sold at the church door of the parish of St-Paulin, county of Maskinongé, on TUES-

MARDI le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain (1945) à DIX heures de l'avant-midi.

DAY, the SEVENTEENTH day of JULY next (1945) at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif, Le Shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, 12 juin 1945. 9593-24-2-o
[Première insertion, 16 juin 1945]

Sheriff's Office, Sheriff. L.-P. MERCIER,
Trois-Rivières, June 12th, 1945. 9593-24-2
[First insertion, June 16th, 1945]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 27

Index of the Quebec Official Gazette, No. 27

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

- 2457 — La Commission d'apprentissage des métiers de la construction de Montréal 1383
- 2461 — Concernant la création de la réserve de chasse et de pêche de la Petite Cascapédia 1381
- 2462 — Concernant les honoraires des différents permis de chasse 1382

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1371

AVIS DIVERS:

- Fédération Nationale des Employés de l'Industrie Minière Inc. (Nom changé) 1384
- Gatineau, village de (Demande d'émission de lettres patentes) 1385
- La Compagnie Electrique Rivière-à-Pierre Limitée (Barrage) 1384
- Murray's Lunch Limited (Directeurs) .. 1384

DEPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

- Société Coopérative Agricole de Charlevoix 1386

INSTRUCTION PUBLIQUE:

- Examen des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles 1386

TRAVAIL:

- Association des marchands détaillants du Canada, succursale de St-Hyacinthe (Avis) 1394
- Comité paritaire des métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville (Prélèvement) 1386
- Comité paritaire du service des incendies de la cité de Sherbrooke (Approbation de règlements) 1386
- Syndicat national catholique des commis et comptables de la Baie des Ha! Ha! (Avis) 1388

TRÉSOR:

ASSURANCES:

- Caisse Nationale d'Assurance-Vie 1401
- Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Justine ... 1401
- Globe and Republic Insurance Company of America 1401
- Home Assurance Company of Canada .. 1402
- L'Union Canadienne, Compagnie d'Assurances — The Canadian Union Insurance Company 1402

EXAMEN DU BARREAU:

- Hull: étude du droit 1403
- Montréal: étude du droit 1403

ORDERS IN COUNCIL:

- 2457 — The Apprenticeship Commission of the Building and Engineering Construction trades of Montreal. ... 1383
- 2461 — Concerning the creation of the hunting and fishing reserve of Little Cascapédia 1381
- 2462 — Concerning the fees for the various hunting permits 1382

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1371

MISCELLANEOUS NOTICES:

- Fédération Nationale des Employés de l'Industrie Minière Inc. (Name changed) 1384
- Gatineau, village of (Application for letters patent) 1385
- La Compagnie Electrique Rivière-à-Pierre Limitée (Dam) 1384
- Murray's Lunch Limited (Directors) .. 1384

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

- Société Coopérative Agricole de Charlevoix 1386

EDUCATION:

- Examination of candidates for the position of Inspector of Schools 1386

LABOUR:

- Association des marchands détaillants du Canada, succursale de St-Hyacinthe (Notice) 1394
- Building trades parity committee of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville counties (Levy) 1386
- Parity committee of the Fire Department of the City of Sherbrooke (Approval of by-laws) 1386
- Syndicat national catholique des commis et comptables de la Baie des Ha! Ha! (Notice) 1388

TREASURY:

INSURANCE:

- Caisse Nationale d'Assurance-Vie 1401
- Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Justine. 1401
- Globe and Republic Insurance Company of America 1401
- Home Assurance Company of Canada .. 1402
- The Canadian Union Insurance Company — L'Union Canadienne, Compagnie d'Assurances. 1402

BAR EXAMINATION:

- Hull: study of law 1403
- Montreal: study of law 1403

Montréal: pratique du droit.	1403	Montreal: practice of law.	1403
Québec: pratique du droit.	1402	Quebec: practice of law.	1402
Trois-Rivières: étude du droit.	1403	Trois-Rivières: study of law.	1403
LETRES PATENTES:		✓ LETTERS PATENT:	
Compagnie Canadienne de Marbre et Terrazzo Limitée — Canadian Terrazzo and Marble Company Limited ...	1372	Canadian Terrazzo and Marble Company Limited — Compagnie Canadienne de Marbre et Terrazzo Limitée	1372
Courville & Desparois Ltée.	1373	Courville & Desparois Ltée.	1373
Doucet & Doucet, Limitée.	1373	Doucet & Doucet, Limitée.	1373
J. C. Belley Limitée.	1374	J.-C. Belley Limitée.	1374
La Cie A. Lagacé Ltée.	1374	La Cie A. Lagacé Ltée.	1374
La Compagnie La Meunerie Supérieure, Limitée.	1375	La Compagnie La Meunerie Supérieure, Limitée.	1375
L'Association des Licenciés en Sciences Commerciales de Laval, Inc.	1375	L'Association des Licenciés en Sciences Commerciales de Laval, Inc.	1375
L'Association Sportive de Rouyn, Inc.	1376	L'Association Sportive de Rouyn, Inc.	1376
Les Industries Patapedia Limitée — The Patapedia Industries Limited.	1376	The Patapedia Industries Limited — Les Industries Patapedia Limitée.	1376
Les Industries Provinciales Limitée.	1377	Les Industries Provinciales Limitée.	1377
Rafinol Petroleum Corporation.	1377	Rafinol Petroleum Corporation.	1377
Robes Mon Bijou Dress Inc.	1378	Robes Mon Bijou Dress Inc.	1378
Ruby Foo's Incorporated.	1378	Ruby Foo's Incorporated.	1378
Savoy Shipping Limited.	1378	Savoy Shipping Limited.	1378
Stoker Limitée.	1379	Stoker Limitée.	1379
Studio Musical Victoria Limitée.	1380	Studio Musical Victoria Limitée.	1380
The Super Knitting Mills Company Limited.	1380	The Super Knitting Mills Company Limited.	1380
LETRE PATENTE SUPPLÉMENTAIRE:		✓ SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Valley Flax Products Ltd.	1381	Valley Flax Products Ltd.	1381
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.	1404	Miscellaneous.	1404
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Sorel, cité de.	1404	Sorel, city of.	1404
VENTES PAR SHERIFS:		SHERIFF'S SALES:	
BEDFORD:		BEDFORD:	
Wright vs Héritiers John E. Wright.	1406	Wright vs Heirs of John E. Wright.	1406
IBERVILLE:		IBERVILLE:	
Lord vs Surprenant.	1407	Lord vs Surprenant.	1407
KAMOURASKA:		KAMOURASKA:	
Ouellet vs Moreau.	1407	Ouellet vs Moreau.	1407
MONTREAL:		MONTREAL:	
Commissaires d'Écoles du village St-Laurent vs Héritiers Marie-Eugénie Bourdeau.	1408	School Commissioners of the village of St-Laurent vs Heirs of Marie-Eugénie Bourdeau.	1408
Prendt vs Michalszyn.	1407	Prendt vs Michalszyn.	1407
Scottish Union and National Insurance Company vs Shane.	1408	Scottish Union and National Insurance Company vs Shane.	1408
Wilson vs Rhéaume.	1409	Wilson vs Rhéaume.	1409
QUÉBEC:		QUEBEC:	
Archibald vs Verville <i>et vir</i>	1409	Archibald vs Verville <i>et vir</i>	1409
Cité de Québec vs Simard.	1410	City of Quebec vs Simard.	1410
TROIS-RIVIÈRES:		TROIS-RIVIÈRES:	
Ferron vs Deschênes.	1410	Ferron vs Deschênes.	1410

9865-o

9865-o